

# la Gueule ouverte

20 pages  
5 F  
sans une ligne de pub

n°121 mercredi 1 septembre 1976 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49 FB - france 5F

## LE TRAVAIL EST UNE MALADIE MORTELLE!

pages 2 à 5

### dernière minute : explosion dans une usine nucléaire aux U.S.A.

Lundi 21 h : les bulletins radios annoncent avec les précautions d'usage, une explosion à l'usine nucléaire d'Hanford, dans l'Etat de Washington : une dizaine de blessés, dont un en mauvais état, qu'on enterre ou pas, selon les flashes. L'explosion, d'origine chimique, s'est produite dans un des ateliers de cette usine de retraitement des déchets atomiques, semblable à celle de la Hague, et où plusieurs « fuites » ont déjà été repérées dans le passé. La substance radioactive qui s'est répandue dans l'atelier est l'Américium, un produit de fission aussi toxique que le Plutonium. La période de vie de l'un de ses isotopes, l'Américium 243, est de 7.950 ans. A peine huit cents siècles, une paille ! Toujours selon la radio, la contamination serait localisée. Aucun danger donc pour les populations du coin.

A Seveso non plus, les indigènes ne risquaient rien, puisque la vérité fut connue dix jours après l'accident. Or, s'il est un domaine où le secret est de rigueur, c'est bien le nucléaire. Il faudra donc attendre pour savoir ce qui s'est réellement passé le 29 Août à 3 h du matin, à Hanford, sur la côte Pacifique, près de Seattle. Cet accident, que l'EDF va présenter comme un banal accident du travail, rend d'actualité les alarmes des travailleurs du CEA de la Hague où doit être mis en service l'atelier « Haute Activité Oxydes ». Car c'est eux qui vont manipuler le Plutonium et l'Américium, et c'est eux qui testeront les réactions imprévisibles. Il justifie aussi ce que les écologistes crient dans le désert depuis des années, à savoir : retraiter des tonnes de déchets radioactifs est une opération suicidaire décidée par des désaxés.

## POUR UNE NAISSANCE VOLUPTUEUSE

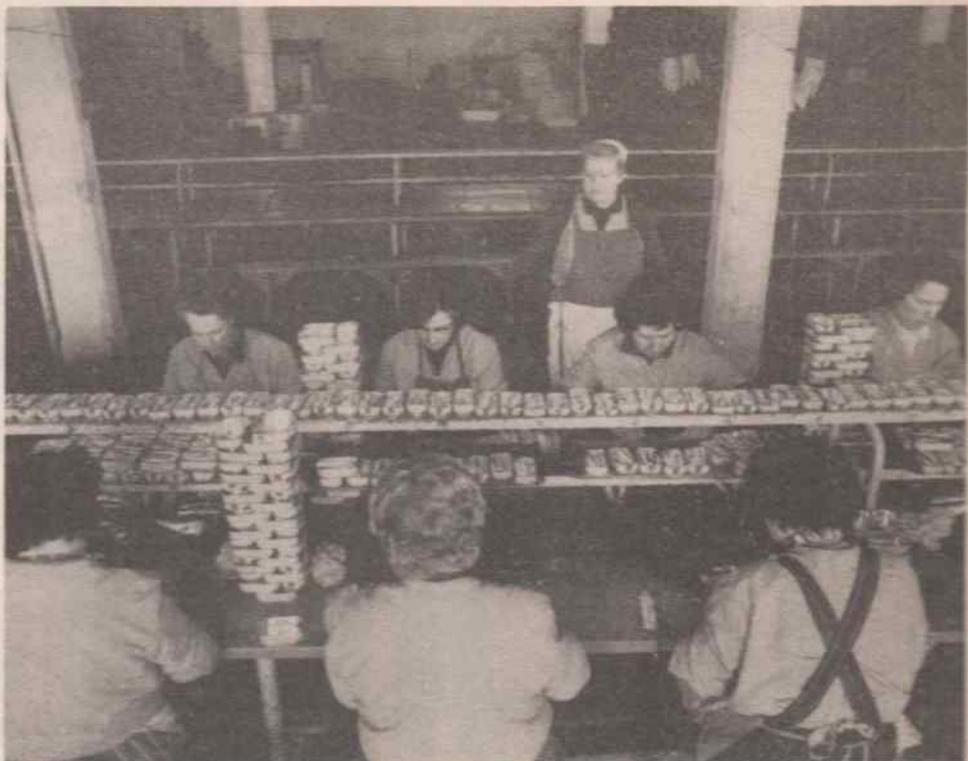
pages 14-15

la Gueule ouverte n°121

Rien n'est simple et tout se complique à « La Gueule Ouverte ». On déménage (la semaine prochaine seulement ; on vous tiendra au courant le moment venu). On change d'atelier de composition (on travaille désormais avec Graphiti : c'est eux qui composent, entre autres, Politique Hebdo qui a ses bureaux au dessus et nous prête confraternellement un coin de table le lundi ; tout semble bien se passer de ce côté là). On change de secrétaire (Fifine nous quitte, nous a déjà quittés, remplacée le 15 septembre par Jocelyne, une petite camarade de mon âge). On change de maquettiste (Philippe avait trop envie de dessiner et, ma foi, on le comprend ; il est remplacé par Rose, encore une petite camarade à moi). Eh oui, je place mes copines en âge de « retravailler » après avoir élevé les mômes ; c'est ma façon d'être MLF). On change de nombre de pages (c'était un peu court, 16, pour les dossiers que vous nous demandiez. On travaille à de solides dossiers pratiques. Comme dans le mensuel ? Oui, comme dans le mensuel, en moins triste. Laissez-nous un peu de temps, ils sortiront à partir d'octobre). On change de prix de vente (je ne répondrai pas aux lettres de récrimination : relisez tout ce qui a été écrit, ici, ou dans Charlie Hebdo, ou ailleurs, sur le rapport presse-publicité et réfléchissez. Et puis abonnez-vous, c'est très intéressant : 52 numéros pour 180 francs au lieu de 260 francs, ça vaut le coup). On rajoute un surtitre : « hebdomadaire d'écologie politique » (les vieux lecteurs excuseront le pléonasme destiné à enfoncer le clou ; les nouveaux essayeront de comprendre que la politique doit être écologique ou ne pas être). On inaugure aujourd'hui et pour quelques semaines une série : des dossiers de théorie ancrée dans la réalité, dirigés par Lambert (celui-ci dit : « l'écologie a parfaitement délimité le lieu du pouvoir et le sens que pouvait prendre la révolution : la discussion par tous les usagers de la planète, des usages auxquels ils sont astreints ». On compte sur les lecteurs pour alimenter cette discussion et faire de « La Gueule Ouverte » véritablement « leur » journal, en y participant activement). Quoi encore, au rayon des nouveautés de rentrée ? Catherine Decouan, venue remplacer Martine Joly pour les deux mois d'été, s'incruste (c'est elle qui s'occupera de l'association G.O. dont on parlait la semaine dernière et qu'on présentera en détail quand le projet sera plus avancé). Quant aux vieux de la vieille, Martine, Danielle, Bertrand, Arthur, Nicoulaud, Laurent Samuel, Christiane, Dominique Simonnet et toute la troupe au grand complet, ben on continue vaille que vaille notre petit bonhomme de chemin. On a bon espoir, on tiendra. On continuera encore un bon moment à se faire plaisir en fabriquant un canard tout en espérant n'être pas trop inutiles.

Isabelle Cabut

## - MAMAN J'AI PEUR! - TRAVAILLE !



**L**E problème numéro un de l'écologie n'est pas la préservation des paysages, ni le respect des animaux, ni la pollution : c'est le travail.

Le travail : notre rapport le plus fréquent avec un environnement qu'il exploite, transforme ou crée.

Il n'existe pratiquement aucun lieu qui n'ait été touché par le travail des hommes. Ce que nous appelons « nature » en est le plus souvent le produit. Au terme du processus, nous nous retrouvons dans des espaces absolument artificiels, comme ceux de la ville ou des parcs où tout dépend strictement de notre action.

Pour l'écologie, le travail se définit comme une lutte contre l'insécurité de l'environnement, que celle-ci soit liée aux phénomènes que nous essayons depuis toujours de maîtriser, comme les saisons, la fécondité, la sécheresse, les maladies, etc., ou qu'elle découle de notre industrie et de nos

institutions comme la pollution, le bouleversement des modes et des techniques, les rivalités économiques ou sexuelles.

Le thème de l'insécurité, dont les figures sont multiples et souvent contradictoires, est pour nous capital. Il explique en effet toutes les oppressions auxquelles le travail sert de vecteur.

Oppression de la nature, par l'exploitation de ses ressources animales ou végétales, de matériaux et de sources d'énergie nécessaires pour pallier nos pénuries alimentaires, nos déficits thermiques, notre faiblesse physique.

Oppression des hommes, chacun conquérant sa sécurité personnelle à travers un système qui fait violence aux plus faibles.

Les classes sociales ne luttent entre elles que du point de vue de leur relative insécurité. Aggravant par leurs conflits mêmes les motifs naturels d'insécurité, l'Histoire apparaît

comme fuite en avant vers toujours plus de sécurité, qui se traduit par de plus en plus de travail et d'oppression.

Comme briser cet enchaînement? En prenant bien conscience, déjà, que nous ne produisons et ne consommons que de la sécurité, et en distinguant notamment entre sécurité élémentaire et sécurité dévoyée.

**Sécurité élémentaire :** celle qu'on pourrait qualifier de « vraie ». Nos besoins de manger, boire, dormir, d'assurer notre survie d'une saison à l'autre, de pouvoir compter sur autrui.

**Sécurité dévoyée :** c'est le vaste chapitre du « standing ». Lorsqu'il ne suffit plus d'avoir à sa suffisance mais qu'il faut publier qu'on est riche - et défendre jalousement sa propriété. Lorsqu'on n'achète plus tant un produit qu'un emballage - dont l'industrie crée des emplois. Lorsqu'il n'est plus possible de se déplacer à moins de cent à l'heure et qu'il faut quadriller le territoire d'autoroutes...

**L**A révolution écologique ne conteste pas le travail en soi mais son dévoiement. Loin d'aboutir à une sécurité plus grande, il ne peut alors que se solder par une insécurité qui ne doit rien à ce que la nature avait d'insuffisant. Il n'est que de considérer la variété de nos appareils de dissuasion pour s'en convaincre. Serres, grilles, portes plus ou moins blindées, bien sûr, mais aussi police, armée, médecine, enseignement, etc., témoignent de l'état permanent de crainte dans lequel nous sommes et l'entretiennent.

Ce délire de sécurité, qui se traduit par l'instauration d'un Etat strictement policier, est cependant vécu par l'ensemble de la population selon le mythe de l'amélioration constante. Ainsi nous sommes-nous laissés progressivement enfermer - c'est d'ailleurs là tout le Progrès! - dans des hiéar-

chies en perpétuel remaniement et donc elles mêmes inquiétantes.

C'est dans la perspective d'une sécurité supérieure - efficacité, rendement ! - que les techniques évoluent, créant une division du travail de plus en plus poussée qui a pour conséquence le mépris des travailleurs voués aux tâches ingrates, le maintien des jeunes dans une non-participation et une tutelle prolongées, sous prétexte de les « former », et l'exclusion de tous ceux qui ont quelque difficulté à s'adapter.

C'est au nom de l'amélioration constante des récoltes, de la circulation des denrées, de la défense contre les insectes, les maladies du bétail ou les carences des sols, que nous avons abandonné les productions traditionnelles, délaissé les petites exploitations, usé de toutes sortes de violences mécaniques et chimiques, mettant définitivement l'agriculture à la remorque de l'industrie.

C'est au nom du progrès, d'un mieux-faire, d'un mieux-être qui justifient toutes les sophistications, que nous avons besoin de sources d'énergie et de matières premières toujours plus coûteuses, en négligeant leurs retombées sur un environnement considéré comme corvéable et polluable à merci.

Ecartelés entre un « haut » et un « bas » selon les services qu'ils rendent, gens et choses sont désormais réduits à la condition de marchandises. Le profit devient la religion universelle, la sécurité qu'il promet prenant dorénavant le pas sur le souci de la sécurité élémentaire, comme si le gonflement des comptes en banque allait résoudre tous les problèmes. Indifférent au danger, cependant, le prolétariat les gonfle encore, par sa demande d'une sécurité supérieure dont le mode de vie de ses maîtres lui fournit un exemple indiscutable : ne seront-ils pas toujours plus en sécurité que lui... ? La révolution écologique ne vise rien d'autre que le contrôle par

la communauté tout entière de l'écart qui existe - et existera toujours, comme nous le verrons plus en détail la semaine prochaine - entre nos besoins de sécurité élémentaire et la manière dont nous y répondons.

**P**RENDRE conscience du fétichisme de la sécurité n'est évidemment ici qu'un début. Dans la mesure cependant où ce fétichisme soude profondément les dominés et ceux qui leur font la loi, il nous faut le dénoncer par tous les moyens.

Il est trop facile en effet de dire que les productions et les consommations auxquelles nous sommes asservis ne sont supportées que grâce au matraquage publicitaire, l'éducation ou l'impossibilité d'y échapper. C'est aussi dangereusement revenir au postulat de la passivité des « masses » et retomber dans la perspective des révolutions qu'on impose. Il nous faut bien voir au contraire que les frustrés participent volontairement à leur propre frustration et tenter ensemble - puisque nous sommes d'entre eux - de nous libérer d'une mythologie proprement suicidaire dont la bourgeoisie n'a fait que reprendre en charge pour son plus grand profit et qui risque fort, si nous n'y prenons garde, de se perpétuer bien au-delà de sa chute.

Ce point de vue doit nous conduire :

1° A approfondir ce qui est en jeu dans tout ce que nous produisons et consommons. C'est l'objet des « critiques d'usages » dont vous aurez plus loin un premier aperçu.

2° A des actions tendant à démystifier les fantasmes de sécurité dont notre société se surcharge. Elles peuvent aller jusqu'à la grève écologique, c'est à dire au refus de participer à des fabrications, des services, des achats. Le texte de Laurent Samuel et Dominique Simonnet y introduit.

3° A une remise en question radicale du salariat, qui interdit aux travailleurs de prendre toute la distance nécessaire par rapport à ce qu'on leur donne à fabriquer, permet de traiter la nature et les hommes comme des marchandises et autorise un accroissement indéfini du capital, devenu le principal agent de dévoiement du travail. Claude Berger y reviendra plus précisément dans le prochain numéro.

**E**N commençant cette nouvelle série par une interrogation sur le sens du travail, nous avons voulu démarquer l'écologie de la littérature habituelle, où le catastrophisme et la grogne tiennent trop souvent lieu de pensée et « l'échappée belle » - en d'autres termes la fuite - d'alternative.

Il s'agit aussi pour nous d'arracher l'écologie à un certain élitisme qui en fait la chose d'heureux élus n'ayant jamais vraiment connu le bureau ni l'usine et qui peuvent d'autant plus ingénument jouer à l'austérité que l'abondance est pour eux un souvenir tout proche.

L'écologie doit devenir l'objet d'un « discours » (1) véritablement populaire. Il suffit pour cela de délimiter très précisément son lieu : les usages responsables de l'asservissement des hommes et de la nature. Des usages qui nous intéressent tous, intellectuels ou manuels, enfants ou adultes, étrangers ou indigènes. Des usages qu'il nous faut subvertir par une critique permanente, sans avoir besoin des garde-fous habituels, les traducteurs patentés du grand prophète...

Au moment où les démagogues nous font de plus en plus d'emprunts pour cacher leurs longues dents, nous affirmerons ainsi le caractère irrécupérable, imparable et décisif de notre interrogation.

Lambert

(1) Pour éviter « culture » et respecter l'étymologie...

# ... TRAVAILLE !

## - l'écologie a-t-elle un contenu révolutionnaire ?

Pas nécessairement, mais c'est à nous de lui en donner un. Avec elle est née la possibilité inédite d'une pratique proprement populaire, axée sur l'idée simple que notre existence nous appartient. Doit nous appartenir. Sur l'idée qu'il n'y a pas d'usages innocents, autrement dit que toute production, toute consommation, sont des actes politiques qui engagent nos relations avec notre environnement humain et naturel.

A nous de développer et d'institutionnaliser une attitude essentiellement critique à l'égard de toutes nos productions et de nos rapports entre producteurs - en entendant le mot au sens le plus large. A nous de faire de cette critique permanente la substance de tout pouvoir. A nous de créer une société qui ne nous fasse grâce d'aucun des alibis que les sociétés ont trouvés jusqu'ici pour faire violence aux autres et à la nature sous prétexte de plus de sécurité.

## - pourquoi autant insister sur le thème de la sécurité ?

Parce que l'écologie nous a beaucoup parlé d'insécurité jusqu'ici, mais en refoulant et comme pour mieux refouler elle aussi le fait qu'on ne pourra jamais l'extirper du monde. Par sa demande confuse d'un système enfin logique, où les dangers énormes que nous courons, et les moins grands... et les intimes, pourquoi pas, seraient définitivement écartés, elle est donc très facilement récupérable pour la technocratie et l'Etat policier. Car de logique la sécurité n'en a jamais connu qu'une : celle du jamais-assez, la logique quantitative, où « tout le monde doit en faire autant ». Faute d'avoir développé un point de vue original sur la sécurité, l'écologie se trouve ainsi nourrir un éco-fascisme latent.

## - quel pourrait être le point de vue spécifique de l'écologie à propos de la sécurité ?

Il n'y aura jamais de sécurité absolue. Il n'y a donc pas d'ordre ni de morale qui tiennent. Il n'y a pas de bien : seulement des actions moins mauvaises... Allons, un peu d'humour !

La majorité des usages à travers lesquels les hommes et la nature sont asservis relèvent de fantasmes destinés à refouler ce qu'ont d'inquiétants le corps, la solitude, la souffrance, la mort, le doute, la fondamentale gratuité de l'existence. C'est ce que révèle la moindre critique d'usage un peu poussée, et sans doute la raison pour laquelle on a fait jusqu'ici confiance aux classes qui abordaient la politique par l'affirmation de grands principes du genre liberté, égalité, fraternité, travail, famille, patrie, lutte des classes - sans nous dire le fonds de leur lutte pour le pouvoir - ou même abolition du prolétariat.

Le thème de la sécurité inspire toutes nos politiques - les institutions, les différents codes, la technologie, la sexualité, la médecine, l'éducation... A nous de le subvertir en l'abordant par le petit côté des choses, celui de notre emploi du temps, où chacun peut se demander si ce qu'il accepte de faire, ce contre quoi il échange sa vie, en vaut vraiment la peine.



« Le vrai sens d'une grève, c'est le refus du travail aliéné et de la marchandise qu'il produit et qui le produit » (Ratgeb, « De la grève sauvage à l'autogestion généralisée », 10/18).

**D** EPUIS vingt mois, l'usine d'Amisol à Clermont Ferrand est fermée. Et depuis vingt mois, les 240 ouvriers réclament sa réouverture. Il y a pourtant peu d'espoir pour que leur revendication soit satisfaite. Les travaux et les investissements qui seraient nécessaires sont beaucoup trop élevés, l'usine est trop vétuste : des machines d'un autre siècle, des métiers à tisser antiques, des presses que la direction achetait à la ferraille. Les ouvriers vivaient dans un nuage permanent de poussière blanche qui pénétrait dans leurs poumons : l'amiante. Ce corps toxique provoque irréversiblement des cancers broncho-pulmonaires et l'asbestose, maladie incurable et mortelle.

Les ouvriers d'Amisol ne connaissent les dangers de l'amiante que depuis 1973. Le médecin du travail les leur avait toujours soigneusement cachés. Pourtant, certains d'entre eux y travaillaient depuis vingt-cinq ans. Maintenant, ils sont irrémédiablement imbibés du poison mortel. Ils veulent pourtant que l'usine rouvre : « Nous continuerons quoiqu'il arrive parce que nous ne pouvons plus faire autrement » (Libération, 12 juillet 76). Ailleurs, on ne veut pas d'eux. Personne n'embauche des morts vivants. Ils travaillaient pour vivre, ils veulent travailler pour mourir...

Les ouvriers d'Amisol sont les victimes caricaturales du paradoxe de l'emploi. On travaille pour gagner sa vie, mais le travail tue. Et les revendications syndicales traditionnelles mènent souvent à un cul de sac. Ici on se bat pour que l'usine polluante continue à empoisonner à petites doses; là, on fait la grève pour continuer à fabriquer des armes qui se retourneront peut-être à la prochaine grève contre leurs artisans. Faut-il attendre un profond changement social pour briser ce cercle vicieux ? N'y a-t-il pas d'autre alternative ?

**A** Lucas, en Angleterre, les ouvriers ont dit : « Assez fabriqué d'avions militaires, nous voulons faire des éoliennes et des capteurs solaires. » Les 14.000 travailleurs du numéro trois de l'aéronautique britannique luttent pour

imposer une reconversion de leur boîte dans des techniques alternatives (voir G.O. N°89 et 102). Objectif : sauvegarder l'emploi, mais aussi produire des objets « socialement utiles et désirables ». Et les produire autrement. Le conseil des travailleurs (« combine shop steward committee ») explique : « nous voulons faire en sorte que le travail dans les usines Lucas soit effectué de telle façon qu'on en finisse avec les formes de travail déshumanisées et fragmentées qui sont actuellement de plus en plus fréquentes, même dans une industrie hautement qualifiée comme l'aérospatiale. » (« New Scientist », 3 juillet 75)

En bref, les travailleurs de chez Lucas, en même temps qu'ils luttent pour des techniques douces, s'attaquent de plein front aux structures hiérarchiques. Leur action est inséparable d'une recherche de nouvelles formes d'organisation collective et de contrôle. C'est sans doute une des raisons qui ont poussé la direction de la firme à repousser le plan du Conseil. Lucas continuera à faire des avions civils et militaires, choses, aux yeux de la direction, à la fois socialement utiles et économiquement rentables. Mais les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot. On peut compter sur eux pour imaginer des formes de réponse actives et originales à la fin de non-recevoir du patronat.

**T** OUJOURS en Angleterre, le syndicat des ouvriers du bâtiment de Birmingham s'est mis en grève pour une raison peu commune : empêcher la destruction, en plein centre de la ville, d'un bureau de poste de l'époque victorienne. « On » veut mettre à la place un grand immeuble de bureaux. Les ouvriers du bâtiment se battent contre ce projet avec à leurs côtés, outre les Amis de la Terre (Friends of the Earth) et la société locale de protection de la nature (Conservation Society), divers autres syndicats de travailleurs et la chambre de commerce de Birmingham (Trades Council). Les animateurs de la campagne enfoncent le clou : les hôpitaux et les maisons dont la ville a besoin créeraient autant, sinon plus, d'emplois pour les gars

de bâtiment que la construction du nouvel immeuble honni.

Cette campagne de Birmingham a été lancée par un Australien, Jack Munday, secrétaire de la Fédération des travailleurs du bâtiment de la Nouvelle Galles du Sud. Depuis plusieurs années, ce syndicat lutte en Australie, contre tous les projets de construction qui lui paraissent écologiquement ou politiquement inacceptables (voir G.O. N° 105, p.8). La Fédération a notamment imposé l'abandon du projet de transformation en lotissement du parc de Kelly's Bush, un des derniers espaces verts du centre de Sydney. Les ouvriers ont refusé de travailler sur le site menacé. Ils ont même interrompu la construction d'un grand immeuble de bureaux appartenant au même promoteur, menaçant de le laisser à demi terminé et d'en faire un Mémorial.

« Il ne suffit pas de refuser de construire, nous voulons construire des bâtiments qui servent l'intérêt de la communauté. » Dans une interview accordée au journal écologique anglais « Undercurrents » (1), Jack Munday explique les objectifs politiques de son syndicat. « Les gens se demandent s'ils doivent en fait continuer à travailler, et si leur travail est socialement bénéfique pour l'ensemble de la communauté ». Au delà du droit au travail, il faut exiger « le droit de ne pas travailler, avec maintien du salaire ».

**A** PRES les maçons, les cheminots. Ils ont déclenché ce printemps une grève générale contre les transports de matériel destiné à la mise en exploitation d'une mine d'uranium dans le Queensland. Le Conseil des syndicats avait en effet décidé que l'extraction du minerai radioactif ne commencerait pas avant la fin de l'enquête d'utilité publique (voir G.O. N° 110, p. 16).

Et en France ? Un délégué CFDT de la SNIAS se prend à imaginer que sa boîte pourrait construire « des avions solides et simples, genre camionnettes de l'air » au lieu de faire des Concorde. Ces autocars du ciel « pourraient ouvrir le transport aérien à autre chose qu'une élite » (« Libération », 13 avril 76). La CFDT nationale fait cette déclaration capitale, passée sous silence dans la grande presse : « Lorsque nous revendiquons le droit à l'emploi pour tous, nous ne demandons pas n'importe quel emploi, pour fabriquer n'importe quoi. Nous nous posons la question de l'utilité sociale du produit. » avril 76, conférence de presse sur « emploi et pollution ». A Lip, une assemblée de rentrée doit avoir lieu ces jours-ci. La section CFDT envisage d'y soulever la possibilité de reprendre la production, actuellement arrêtée. Il ne serait plus forcément question de fabriquer des montres, mais, le cas échéant, des produits plus nécessaires à la collectivité... C'est peut-être du côté de Palente, et non de l'Elysée ou de Matignon, qu'il va falloir chercher l'événement politique de la rentrée.

Laurent Samuel  
Dominique Simonnet

(1) « Undercurrents », 11 Shadwell, Uley, Dursley, Gloucestershire GL 115 Bw, Angleterre. Diffusion en France : Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré 75001 Paris.

(2) Peut-être en profiteront-ils pour mettre sur le tapis le « délicat » problème de la section armements de Lip... Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

## INTERVIEW D'UN CHOMEUR

**I** L se défend d'être un chômeur comme les autres. Parce qu'il a une carte C.F.D.T., « un syndicat où on réfléchit », dit-il. Ce qui ne change rien à son problème et ne l'a pas empêché de se trouver isolé du jour au lendemain au milieu de ses nouveaux « collègues » dans les queues du pointage. Une opération humiliante : « Plus que la lettre de licenciement : celle-là, tu ne la reçois qu'une fois. Mais pointer, c'est s'inscrire aux exclus, être mis sous surveillance... ».

Il a du mal à se dénouer. Son militantisme officiel censure sa subjectivité. Ce qu'il ressent n'a pourtant rien de commun avec la prose syndicale. Enfin, comme un aveu : « Le jour où tu perds ton travail, il y a des mots que tu ne peux plus dire. Comme s'ils n'étaient pas pour toi : solidarité ouvrière, grève, revendication. Il faut se forcer : un chômeur est aussi un travailleur, après tout. Il a le droit aux mêmes analyses qu'avant. Mais il ne travaille plus et ça change tout. Tout ça semble tellement lointain... » Si ça l'avait toujours été ? Si ça ne paraissait tout à coup aussi vide que parce que les travailleurs et leurs luttes étaient abstraits ? Questions impies, même pour un syndiqué et qui pense. « Tu vas trop loin, dit-il. Ce qui est sûr, c'est qu'avec du travail j'étais comme plus intelligent. Maintenant, je nage. »

Déphasé de la prose syndicale, il l'est aussi de celle de tous les jours. « Il y a des phrases qu'on dit comme on respire. Elles deviennent sinistres. » Exemple : le travail c'est la liberté. Au début il ne se sentait plus libre de dire ni même de vouloir certaines choses. Il n'osait plus désirer sa femme. Il ne pouvait plus demander aux gosses s'ils avaient des leçons. Autre exemple : il faut travailler pour gagner sa vie. « C'est drôle cette idée que la vie est une chose à gagner. A rembourser, si tu préfères. Mes deux premiers patrons, c'était mon père et ma mère. » Il gagnait son père et sa mère : les remboursait, sans savoir trop de quoi ni s'il faisait vraiment bien. L'enfant sage est par la suite devenu un ouvrier bien noté...

J'essaie de fouiller avec lui cette idée de gain. Cette espèce de preuve que le salaire nous apporte. Ce n'est pas facile : il y a le sens de cette preuve, qui nous conduit droit à la métaphysique,

et puis sa nécessité, sociale, matérielle. Et entre lui et moi ce n'est pas facile non plus : on a beau être du même bord, je travaille, pas lui. « Je vais me requalifier, j'en suis sûr, ça ne va pas durer toujours. » C'est son refrain, que je ne peux pas respecter, mais « qu'est-ce que ça veut dire, au fond, se qualifier ? C'est simple : un chômeur, c'est n'importe qui. Pourquoi est-ce qu'il ne ferait pas balayeur, après tout ? Voilà ce que les gens ont l'air de dire. »

Le signe de la qualification, pour lui, c'est évidemment le salaire. « Et si on te propose autre chose que ce que tu as fait jusqu'ici ? - Pourvu que le salaire soit à peu près égal. » Il a le sens du standing, mon camarade... Son syndicalisme ne serait-il qu'un vernis ? « Suppose qu'on puisse se passer de salaires ? On ne s'écraserait plus les uns les autres entre ouvriers. On n'accepterait plus de fabriquer n'importe quoi pourvu que ce soit bien payé, et on ne bêlerait plus après les diplômes... - On doit lutter pour qu'il n'y ait plus autant de différences entre les salaires, mais s'en passer, non ! On vit dans une communauté. Tu la sers ou pas. Donc tu reçois ou pas un salaire. - Pourtant, même dans cette société pourrie, on admet que celui qui ne sert à rien a droit à une allocation ? - C'est exceptionnel, et même si tu y as droit... » La censure syndicale agit : surtout ne pas parler de charité... ! « Mais en ce moment, toi, tu ne restes pas à te tourner les pouces ? - J'ai la boutique de ma sœur, et puis je bricole chez ma mère : elle avait besoin d'un peintre. - Pourquoi tu dis bricoler ? Tu t'y prends comme un professionnel : qu'est-ce qui t'empêche de te sentir qualifié ? Si ta mère est contente, qu'est-ce qu'un salaire y change ? » Il hésite : « Je me rends utile en attendant, mais ça ne peut durer comme ça... »

Et si ça durait comme ça ? Ne plus être un salarié, indicié sur une échelle dont les degrés se décident sans nous ? « Tu te rends compte qu'en souhaitant un salaire tu n'as rien de plus pressé que de redevenir une marchandise ? » Il s'illumine : « Tiens, encore une phrase toute faite : le marché du travail ! Au bureau d'embauche, ils t'interrogent sur ce que tu as fait et pourrais faire. Même s'ils ont de la patience, c'est comme des négriers qui te regarderont les dents... »

Mais comment transformer cette gêne d'être une marchandise en refus ? S'interpose sans cesse entre nous le mirage du salaire. Qui nous fait grimper dans la hiérarchie et déchoir. Qui institue une lutte au sein même de la classe ouvrière. Mais qui nous permet de nous mesurer : nous apporte une sorte de sécurité métaphysique, en sus de celle des fins de mois. « Grâce au salaire je sais qui je suis. » Phrase ambiguë : qui il est ou qui il suit ? N'importe ! Grâce au salaire, il se situe, et nous aussi... Et tant pis si les trucs qu'on lui propose d'acheter sont lourds de dégradations, de pollutions, d'exploitation de l'homme par l'homme. Tant pis si les machins qu'il produit servent avant tout à faire tourner le système à distribuer des salaires.

Son problème - mon, ton, notre problème - c'est un salaire. Pas que le principe du salariat ait aussi besoin de chômeurs...

Michel Bart



# DE L'ARGENT... IL EN FAUT!



C'EST COMME POUR LA BOUFFE :  
C'EST PAS PARCE QU'IL Y A DES  
GOINFRES



MON VIEUX, L'ARGENT, C'EST  
TA LIBERTÉ, TA  
PUISSANCE,  
TES  
UTOPIES  
POSSIBLES



## courrier

### la fête à arthur



Il commence à me casser les pieds, Arthur, avec ses grands papiers à la « moi j'ai tout compris », avec ses critiques systématiques. Il m'énervé, Arthur, avec son parfum d'élite, son fatalisme distingué, son habitude de sous-entendre que si on le laissait faire... on verrait ce qu'on verrait ! Et sa façon de dire entre les lignes : « l'humanité entière est plus conne que moi ! »

Il est comme tous ceux qui ont « trouvé », comme tous ceux qui croient être montés dans le wagon de la connaissance... Ça bave d'autosatisfaction entre les lignes. Ça sent le contentement jusque dans les blancs du texte tellement il est fier de lui, Arthur.



### marre des prophètes

Y en a marre de ces prophètes qui prétendent « éclairer » l'humanité : Descartes, Nietzsche, Marx, Arthur, etc... Vous feriez mieux de vous occuper de vos fioles respectives.

Sacré vieux Descartes, crois-tu que je t'ai attendu pour tenter de naviguer sur l'océan de la morale ? Si tu crois que ne n'ai pas tiqué quand, à seize ans, on m'apprend que c'était cochon de faire l'amour et de se mastur-

ber ! Si tu crois que j'ai digéré les coups de règle sur les doigts et les baffes pour m'apprendre l'honnêteté et la politesse ! Si tu crois que je ne suis pas ulcéré chaque fois qu'on traite encore de « méchant » ton pote l'oiseau de proie...

Pépé Marx, si tu crois que je ne vois pas que ta théorie se casse la gueule et que la vieille bête capitaliste a la peau plus dure que prévu...

Et toi, sacré Arthur, si tu crois que j'attends le mercredi pour faire fonctionner mes méninges à la lumière de tes articles ! Si tu crois que je t'attends pour mettre le point sur le « i » de « société », ce que tu te goures !

### le tort d'être maire

Dans « La Gueule Ouverte » numéro 119, Arthur chaussé ses gros sabots et son gros stylo pour nous conter, entre autres, une historiette chinoise ravissante de niaiserie, de banalité et d'évidence, pour s'en prendre ensuite au maire de La Rochelle. Arthur a deux raisons d'attaquer le bonhomme : 1° il est maire ; 2° il est radical de gauche. J'accorde qu'il n'y a pas là de quoi s'esbaudir... Généralement, cumuler les fonctions de maire et de membre important d'un parti politique, ça exprime doublement une prétention à voire plus loin que le bout de son nez et à se mêler seul des affaires de tous. En outre, ce maire-ci n'a guère été à la hauteur lors du récent conflit des métallos dans « sa » ville.

Toujours est-il, quelles que soient ses motivations, qu'il vient de prendre deux initiatives super ! Le soleil d'août lui réussit, c'est sûr.



D'une, il n'a pas craint d'interdire la plage de La Rochelle aux baigneurs, sacrifiant les recettes balnéaires à la santé des estivants.

De deux, il met gratuitement des vélos à la disposition des habitants et des visiteurs.

C'est trop démagogique pour Arthur, tout ça ! Seulement avant d'y aller de son petit coup de pied, il aurait mieux fait d'aller se balader à La Rochelle, voir comment ça se passait. Sachant de quoi il causait, il aurait évité les dangers du journalisme en chambre. Il aurait mieux fait de regarder les gens sur ces rigolo petits vélos jaunes sortant de partout. Il aurait mieux fait d'ouvrir ses oreilles quand les conversations entre cycliste s'ébauchent au feu rouge, d'être là quand on s'interpelle en roulant. Il aurait mieux fait de demander pourquoi les gens, souvent, rigolaient ou souriaient sur leurs vélos.

### graine d'anarchie

Essayer de mettre dans la tête d'un mec ou d'une nana que s'en sortant de la poste ou de chez le boulanger, il ou elle ne le trouve pas « son » vélo là où il ou elle l'avait garé, ben c'est toi simplement parce qu'un ou un autre en a eu besoin et l'a pris ça ne me paraît pas peu.



Apprendre à un mec à laisser un vélo au parking à la disposition des autres au lieu de mettre un antivol ou le cadenas dans sa cave, ça ne me paraît pas peu. Pouvoir prendre un vélo qui ne vous « appartient » pas (ô, sainte propriété) sans être inquiet par un fil, ça ne me paraît pas peu.

A La Rochelle, y a des miettes de bonheur à ramasser. Dans le sillage des vélos, on esquisse une vie autre à coup de pédales. Crêpeau sème sans s'en rendre compte des graines d'anarchie, nous d'en cultiver la fleur. Oh, je sais bien, Crêpeau n'est pas anar ! Oh, je sais bien, il est

### pas de vacances pour les censeurs

Dans l'indifférence quasi-générale, quatre-vingt-treize revues et périodiques ont été en ce mois d'août frappés d'interdictions diverses. La plupart sont interdits à la vente aux mineurs, ce qui les élimine automatiquement du réseau de distribution des gares. Quelques-uns sont également interdits à l'exposition et à l'affichage, ce qui les prive de l'exonération de TVA à laquelle ont droit les entreprises de presse. Enfin, certaines revues étrangères sont interdites de circulation, distribution et mise en vente sur l'ensemble du territoire.

Fait nouveau : ce ne sont pas seulement de « vulgaires » revues porno ou des habitués de la répression comme le groupe Elvifrance, éditeur du très spirituel « Sam Bot », qui sont touchés par la censure. Sont également frappés des titres connus de la « grande presse » porno (« Privé », « le Nouvel absolu », « Elle et Lui »...) et trois revues réputées de bande dessinée : « Mormoil », « Surprise » et « Métal Hurlant ».

Par contre, échappent à ces mesures les publications du groupe Filipacchi (« Lui », « Playboy », « Union ») et du groupe éditant « Couples »,



poussé par des préoccupations électorales et publicitaires (très doué pour faire sa propre promotion). N'empêche, il nous fait, involontairement certes, un beau cadeau. Les gens, les vélos, les faits sont là. Allez donc à La Rochelle avant que la fleur ne se fane, ça vous requinquera.



Sacré Arthur ! Oui, le coup des vélos, c'était trop démagogique pour toi ! De plus, l'idée n'étant pas détestable, ça t'aurait fait beaucoup de pognes d'applaudir. Le bonhomme Crépeau était mangé d'avance à la sauce Arthur en vertu de l'article premier du bréviaire-Arthur : tout individu portant un titre et de surcroît membre d'un parti politique signataire du programme commun, n'a jamais de bonnes idées... Si c'est pas des milliers, ça !

Je précise n'être ni parent ni ami de Crépeau. Je ne suis pas non plus inscrit au Parti radical, ni signataire du programme commun.

Jean-Pierre Zoldan

Tu as raison. La Pensée Moderne est bien malade. Nietzsche est mort, Sartre est aveugle, Marcuse est gaga, et moi-même je ne me sens pas très bien...

Arthur 1er



« Harmonie », « Karaté », « Nouvel Homo », « L'Os à Moelle », etc.

Les « petits », les originaux et les non-conformistes sont étranglés. Le terrain est laissé net pour les grands trusts, avec la sexualité normalisée, aseptisée, et leurs bandes dessinées débiles style Opera Mundi - Winkler - Papa Mickey. Tout comme à « France-Soir », c'est un gros bout de liberté de la presse qui s'en va. Les quotidiens et hebdomadaires se prétendant « de gauche » qui ont escamoté cette affaire sont complices d'atteinte à la liberté d'expression.

L. S.

## mythe de la production, mythe du travail

La « norme » dans un journal normal, ce serait d'analyser la composition du nouveau gouvernement, le dosage chimico-politique des tendances, le profil aquilin du nouveau ministre de la Qualité de la Vie (Ansqer, ex-ministre du commerce, ô mânes de mai 68 !) et tout le tra-la-la.

Car c'est « l'actualité »

Mais on n'a pas le courage. Cette actualité-là, on s'en fout. On sait qu'on a tort de s'en foutre, qu'on devrait pas, mais on s'en fout quand même. Laissons les autres journaux crier à l'austérité, aux « coups de Barre » et à la continuité mouvante dans le changement stable.

Un numéro sur le travail ne serait pas complet sans quelques citations du dernier livre de Baudrillard : « l'Echange symbolique et la mort ». (Gallimard, 60 F). C'est un livre un peu duraille à lire au niveau du vocabulaire à forte densité d'abstraction. Mais en s'accrochant un peu et en repassant sur les meilleurs passages, on arrive à saisir la pensée de l'auteur, qui est assez nouvelle et nettement en marge des autoroutes actuelles. Mais place à l'artiste. Voici les citations annoncées :

### Ecologie et économie

« Ce sont les rapports sociaux de domination symbolique qui se soumettent le mode de production tout entier (forces productives et rapports de production tout ensemble) et qui trouvent là, dans le mouvement apparent de l'économie politique et de sa révolution, une légitimité nouvelle et le plus beau des alibis. D'où la nécessité de ressusciter, de dramatiser l'économie politique comme structure écran. D'où le type de crise, de perpétuel simulacre de crise auquel nous avons affaire aujourd'hui. Au stade esthétique de l'économie politique qui est celui d'une finalité sans fin de la production, le mythe éthique, ascétique, de l'accumulation du travail s'effondre. Le capital, qui risque de crever de cette liquéfaction des valeurs, redevient donc nostalgique de sa grande période éthique, celle où produire avait un sens, l'âge d'or de la pénurie et du développement des forces productives. Pour redresser les finalités, pour réactiver le principe de l'économique, il faut régénérer la pénurie. D'où l'écologie, où la menace de rareté absolue restitue une éthique de la conservation de l'énergie. D'où la crise de l'énergie et des matières premières, véritable bénédiction pour un système à qui le miroir de la production ne renvoyait plus qu'une forme vide et affolée. La crise va permettre de rendre au code de l'économie son référentiel perdu, au principe de production une gravité qui lui échappait. On va retrouver le goût de l'ascèse, l'investissement pathétique qui naît du manque et de la privation... »

### Travail et rapport social

« Dans la production pour la production, il n'y a plus de gaspillage. Ce terme, valable dans une économie restreinte de l'usage, est pour nous inutilisable. Il relève d'une critique

pieuse du système. Concorde, le programme spatial, etc... ce n'est pas du gaspillage ; au contraire. Car ce que le système, parvenu à ce haut point d'inutilité « objective » produit et reproduit, c'est le travail lui-même. C'est d'ailleurs ce que tout le monde (travailleurs et syndicats y compris) exige de lui d'abord. Tout tourne autour de l'emploi - le social : c'est la création d'emplois - pour préserver l'emploi, les syndicats britanniques sont prêts à transformer Concorde en bombardier supersonique - inflation ou chômage : vive l'inflation etc... Le travail est devenu, comme la Sécurité Sociale, comme les biens de consommation, un bien de redistribution sociale. Paradoxe énorme : le travail est de moins en moins une force productive, il est de plus en plus un produit... Aujourd'hui où les produits, tous les produits, et le travail lui-même, sont au-delà de l'utile et de l'inutile, il n'y a plus de travail productif, il n'y a que du travail reproductif... Ce qui est reproduit dans le système actuel, c'est le capital dans sa définition la plus rigoureuse : comme forme du rapport social, et non dans l'acception vulgaire comme argent, profit ou système économique... Périssent le profit pourvu que la reproduction de la forme du rapport social soit sauvée ! »

### Disparition de l'usine

« C'est l'ensemble de la société qui prend le visage de l'usine. Il faut que l'usine disparaisse en tant que telle, que le travail perde sa spécificité pour que le capital puisse assurer cette métamorphose extensive de sa forme à la société totale... Le travail est partout, parce qu'il n'y a plus de travail. C'est alors qu'il atteint sa forme définitive, sa forme accomplie, son principe, par où il rejoint les principes élaborés au fil de l'histoire dans ces autres espaces sociaux qui ont précédé la manufacture et lui ont servi de modèle : l'asile, le ghetto, l'hôpital général, la prison, tous les lieux d'enfermement et de concentration que notre culture a secrétés dans sa marche vers la civilisation. Tous ces lieux déterminés perdent d'ailleurs eux aussi leurs limites aujourd'hui, ils se diffusent dans la société globale, parce que la forme asilaire, la forme carcérale, la discrimination ont investi désormais tout l'espace social, tous les moments de la vie réelle. Il reste encore de tout cela - usines, asiles, prisons, écoles - et il en restera sans doute toujours, comme signes de dissuasion, pour détourner vers une matérialité imaginaire la réalité de la domination du capital. Il y a toujours eu des Eglises pour cacher la mort de Dieu, ou pour cacher que Dieu était partout - ce qui est la même chose. Il y aura toujours des réserves d'animaux et d'Indiens pour cacher qu'ils sont morts, et que nous sommes tous des Indiens. Il y aura toujours des usines pour cacher que le travail est mort, que la production est morte, ou bien qu'elle est partout et nulle part. Car rien ne sert de combattre aujourd'hui le capital sous de formes déterminées. Par contre, s'ils devient clair qu'il n'est plus déterminé par quoi que ce soit, et que son arme absolue est de reproduire le travail comme imaginaire, alors, c'est le capital lui-même qui est bien près de crever... »

## raymond et les autres

Une grande semaine de politique-spectacle s'achève.

Tout avait commencé par des rumeurs. Dès le retour de Giscard de ses chasses africaines, le 19 août, radios, quotidiens et hebdomadaires matraquent la torpeur d'une France barbotant dans les eaux polluées : « Chirac s'en va ». Avant même d'avoir eu lieu, l'événement est annoncé, analysé, commenté, disséqué. A se demander si nos gouvernants servent encore à quelque chose...

Pour retenir l'attention et ménager le suspense, il fallait un coup de théâtre. Au lieu de rentrer bien sagement dans sa niche, Chirac part en claquant la porte : « Je ne dispose pas de moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assurer efficacement mes fonctions de Premier Ministre. » Le soir même, juste après avoir nommé le supertechnocrate Raymond Barre à Matignon, Valy, d'un air décontracté, répond sur les étranges lucarnes : « le méchant il voulait prendre ma place en haut du tas de sable et essayait sans cesse de me chouraver ma pelle. Le comble : il exigeait des élections anticipées ! »

Pour un peu, on croirait assister à une représentation d'Hamlet par Roger Pierre et Jean-Marc Thibault. Comme le note finement Jacques Fauvet dans « Le Monde », quotidien satirique : « il n'est pas si facile de rouler en tandem, mais si en plus des deux pédaliers il y a deux guidons mobiles, l'engin risque d'aller assez vite dans le fossé. »

Propos excessifs : c'est pas demain la veille que le char de l'Etat va s'abîmer dans le décor. Le passé « gaullien » de Barre et la nomination d'Olivier Guichard au ministère de la Justice ont, au moins pour un temps, amadoué l'UDR. Bien plus, la droite dispose désormais en Chirac d'un « homme providentiel », « en réserve de la république », prêt à sauver la France de la menace totalitaire si d'aventure la gauche l'emporte en 78.

Comme l'a expliqué VGE dans son interview télévisée, les deux axes assignés au gouvernement Barre sont la lutte contre l'inflation, autrement dit la limitation de la hausse des salaires des plus pauvres, et la sécurité des Français, autrement dit le renforcement du contrôle et du quadrillage.

Et l'écologie ? A l'époque vice-président de la Communauté européenne, Raymond Barre avait en juin 72 vivement critiqué le premier rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance et les déclarations de Mansholt en faveur d'une « croissance zéro ».

La pollution ? Il faut « se méfier de certaines extrapolations sommaires » : « il n'est pas inconcevable que si, à l'avenir, 5 à 10 % de l'accroissement annuel du PNB sont consacrés à la réduction du degré de pollution, l'on parvienne non seulement à arrêter le processus de dégradation du milieu mais sans doute aussi à obtenir, en cette matière, des améliorations significatives ».

La surpopulation ? Faux problème. « Le spectre de la surpopulation n'est pas nouveau. » (sic)

L'épuisement des ressources ? Pas pour demain. Il reste beaucoup de pétrole, et, surtout, il y a « la mise au point de réacteurs rapides (surgénérateurs NDLR) qui, avec les matières premières actuellement connues, permettraient de satisfaire les mêmes besoins (ceux de dix milliards d'hommes ayant un niveau de consommation double de celui qui est actuellement atteint aux Etats-Unis) pendant un million d'années ».

Avec un tel maître à penser, nul doute que Vincent Ansqer, nouveau ministre de la qualité de la vie, va faire des étincelles. Atomiques.

Gauthier de Coigny

Larzac, Naussac, luttes paysannes spectaculaires. Pourtant, derrière elles, combien de luttes méconnues ? Le monde paysan de l'hexagone grogne et les médias clignent quand, baromètres et symboles, les tracteurs avancent en cohortes. En Franche-Comté, on assiste au durcissement de ces luttes et à leur illégalité ouverte. Mais où est la légalité et que signifie-t-elle si la vie est menacée ?

**D**ANS le bas-Jura, près de Chaussin, la contestation s'est cristallisée au Deschaux. Sur cette commune, depuis 40 ans, la famille Jacquot exploite une ferme, La Fragneuse, d'un seul tenant d'une superficie de 28 ha. Le bail de location expirant novembre 75, le locataire décide, en 1974, d'acheter les bâtiments et une parcelle de 9 ha. Signé le 14 avril, le contrat d'achat mentionnait l'abandon automatique du bail sur les 19 ha restants. Cette clause échappa-t-elle à l'attention du fermier ? Quoiqu'il en fut, un tiers, « cumulard » selon les syndicats agricoles, et recruté par le propriétaire résidant à Besançon, se faisait l'acquéreur de la partie amputée des terres, sans laquelle ne pouvait vivre la famille trompée. Entre le propriétaire, son tiers et le fermier, une guérilla de longue haleine commençait sous les feux ardents d'une législation complexe.

A l'appel de la FDSEA et d'un groupe Paysans-travailleurs, le 19 janvier 75, une première manifestation rassemble 600 personnes, débute par un pique-nique sous hangar à cause de la pluie, et se termine par une marche de protestation autour de la vingtaine d'hectares en question. Des banderoles affirment : « non à l'étouffement des paysans » et, plus direct, « les paysans ne veulent plus crever ». Des Dijonnais folkeux jouent : « De gré, de force, La Fragneuse vivra », un air connu remanié et venu de loin, suivez le regard... Un tract diffusé explique : « Nous ne plierons pas devant une législation sclérosée qui engendre des injustices flagrantes pour établir, en répartissant nous-mêmes les terres, une nouvelle justice qui tienne compte des besoins des plus défavorisés. » Une pétition circule, réclamant la réintégration du fermier sur les terres qu'il travaillait auparavant. Les signataires s'engagent à revenir à tout moment.

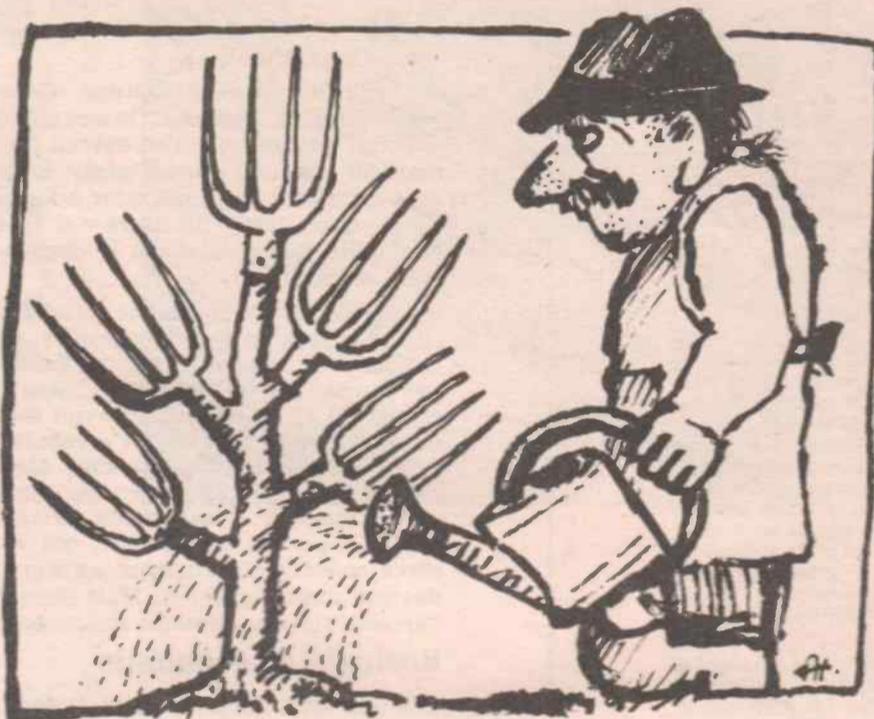
Ils tiendront promesse puisque le lundi 18 février, le propriétaire bisontin envoie un entrepreneur sur les 19 ha pour les labourer. Aussitôt, une rapide mobilisation amène une centaine d'agriculteurs. La clôture, arrachée, est relevée. Mais la terre n'est pas en jachère et le 7 mai, tôt en matinée, une vingtaine de tracteurs, en moins de quatre heures, labourent et hersent les 19 ha, immédiatement ensemencés de maïs. Le propriétaire présent fait constater par huissier « l'atteinte à la propriété privée ». Un an plus tard, presque jour par jour, une centaine d'agriculteurs, dans le carrousel de trente tracteurs sur 12 ha, effectuent le deuxième ensemencement sauvage. Il s'agissait cette fois de l'installation du fils du cultivateur dépossédé. Le vendredi 25 juin 76, la solidarité à nouveau s'exprime dans la fenaison de 6 ha comme, en octobre, avait été coupé et rentré le maïs. Extrêmement délicate, la affaire de La Fragneuse n'est pas terminée. Des inculpations pour vol et recel sont dressées. Le rapport de forces influera la balance...

## sur les terres de la comtesse

Fin juin 76, à Montigny-les-Arsures, près d'Arbois, une comtesse expulsait de ses terres un fermier locataire. La dame voulait les cultiver elle-même ! A 65 ans, c'est honorable ! Dommage qu'elle confie son désir à un tiers, « cumulard » de 200 ha... Evidemment, les paysans de la région se mobilisaient, interdisaient, le 21 juin, le fauchage des champs, et le tiers se désistait. Le 30, une ordonnance en référé le contraignait plus que ne l'autorisait, dans un délai de 24 heures, à faucher et récolter les foins sur les terres louées de la Comtesse. Les paysans bloquaient l'accès des terrains dès la nuit et se relayaient par équipes d'une vingtaine de personnes jusqu'au lendemain tard en soirée. Finalement, les foins eurent lieu (à charge de la FDSEA qui les achètera et les attri-

# L'ETE COMTOIS

## 2. le temps des fourches



buera intégralement aux fermes incendiées du département), mais en quatre jours par plusieurs dizaines de cultivateurs. L'ordonnance, elle, prévoyait une journée de travail au tiers, solitaire sur 17 ha. Il y a ainsi des justiciers que la sueur ne risque pas d'irriter...

Fin juin, à Magnivray, près de Luxeuil, en Haute-Saône, une autre lutte paysanne éclate, mais l'affaire remonte à 1974. Un agriculteur de La Corbière louait une parcelle de 3 ha. La propriétaire, qui habite Belfort, à l'expiration du bail, veut reprendre sa terre, son fils en aurait besoin, mais elle décide de vendre le terrain. La manipulation n'est même pas masquée. Manipulation puisque la législation en la matière assure que la reprise « n'est possible que si la propriétaire exploite sa terre elle-même ou par l'entremise de l'un de ses descendants ». Une action en justice menée par le cultivateur spolié condamne la fautive à 12 000 francs de dommages et intérêts. Comme si l'argent versé réglait d'un coup de baguette magique les problèmes humains et quotidiens. Car enfin, ce sont trois ha retirés au cultivateur, sans lesquels il ne peut vivre. Et celui-ci refuse la somme. L'accepter, ce serait pour lui accepter également son revenu diminué et ses difficultés dans l'amortissement des investissements. Ses trois ha en moins, notre cultivateur n'aura plus la surface minimum nécessaire pour obtenir les bonnes grâces du Crédit Agricole, et toute banque est implacable envers les endettés. Le CDJA informa donc la propriétaire qu'il devenait locataire de la parcelle incriminée, et le jeudi 24 juin, pour protester contre cette « reprise abusive de terre », entreprenait une fenaison sauvage dont une part de la récolte dédommagera un cultivateur sinistré par 100 tonnes de fourrage incendié. La solidarité n'est pas un vain mot.

## au prix du lait

Toujours fin juin, à Dampierre-les-Tilleuls, près de Pontarlier, un habitant de Frasne, désireux de vendre l'herbe d'un champ de 7 ha, inséra une annonce. Le plus offrant, résidant à Aubonne, fut retenu, et l'accord établi sur une base de 14 000 F.

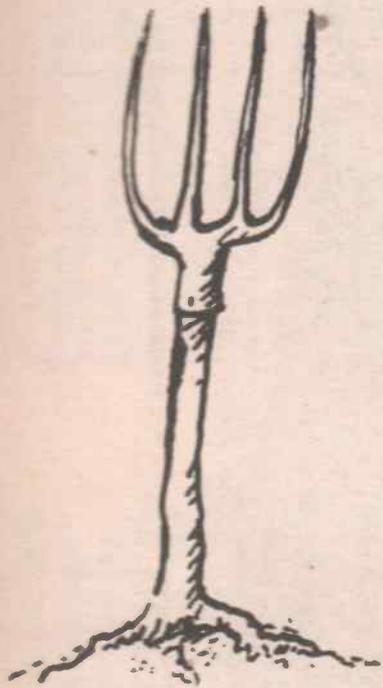
Ce qui fit bondir les agriculteurs voisins : « On traite d'ordinaire sur la valeur de cinq litres de lait à l'are dans le cas de ce bail, ce qui représente 500 F l'ha soit environ quatre fois moins que le prix proposé par l'exploitant d'Aubonne. Nous ne pouvons laisser passer de tels abus, sinon où en seraient demain tous les jeunes qui ont repris des exploitations et qui n'ont déjà pas assez de foin sur leur localité. » Et de résumer : « Il n'y a pas de raison qu'en ces temps difficiles de sécheresse, nous admettions des prix scandaleux pour des ventes d'herbe, ni que nous laissions partir hors du secteur du foin dont nous avons tant besoin sur place ». Un lundi, l'habitant d'Aubonne vient faucher son champ. L'après-midi, les agriculteurs du coin ramassent le foin coupé et se le répartissent. La rapidité n'est pas un vain mot. A la télé, le météo de service, dans son bureau parisien, disait qu'il faisait beau...

Deux semaines plus tard, à Vaclusotte, près de Montbéliard, c'est un mélange des scénarios précédents. Un propriétaire veut retirer un terrain de huit ha à un fermier pour vendre le foin à qui bon lui semblera. Le 11 juin d'ailleurs, le tribunal d'instance de Montbéliard reconnaissait le droit du locataire au bail rural et l'homme pourra continuer à louer le terrain. Mais en ces temps de sécheresse, le foin rare, se fait cher. Disputé, il provoque des étincelles. Le propriétaire, aidé de villageois de Valoreille, veut rentrer son fourrage. L'adjoint au maire de Vaclusotte fait arrêter la manœuvre et le locataire, à son tour aidé d'agriculteurs, lui, le rentrera. Mais un jugement en appel décidera à qui ira la fenaison controversée...

Ces luttes paysannes démontrent que le droit de vivre heurte de plein fouet le droit à la propriété. Vivre sur sa terre, la formule revient sans cesse. En Comté, devrait-on ajouter. En attendant, l'exode rural planifié à Paris n'épargne pas cette province. Un peu partout, des gens se battent, avec leur foi, avec leurs contradictions. Le jour où ils s'uniront et réfléchiront ensemble, le pouvoir centralisateur saura que la revendication franc-comtoise, ça existe !

Christian Treillard

## LES JOUEURS DE FLUTE DE SEVESO



Le 30 juillet dernier, des chercheurs lyonnais proposent un produit de leur invention aux autorités italiennes, pour éliminer la dioxine, à Seveso. On a tout fait pour les décourager, pour leur refuser les essais nécessaires.

Pourquoi ce mystère autour de la décontamination de la zone de Seveso ? Pourquoi empêche-t-on les chercheurs de tester leur détergent-miracle ? Aurait-on peur de découvrir ce qui se cache derrière la dioxine ?

**D**ONG, à Séveso, les autorités se lamentent. On multiplie les commissions et les sous-commissions d'experts. Tous recherchent en principe la solution miracle qui permettrait enfin à des milliers de gens le retour à une existence normale. Or, cette solution, une équipe de chercheurs français pense l'avoir trouvée, ou du moins se propose de l'essayer. L'UREP (Unité de recherches et d'études pilotes pour la sauvegarde de l'environnement et la protection de la nature) commercialise et distribue un bactéricide-déodorant : l'HE 6. Ce produit, composé uniquement d'huiles essentielles (thym, eucalyptus, giroflée), s'applique à tous les cas de pollution biologique et à la plupart des contaminations chimiques. L'HE 6 a un pouvoir oxydant et réducteur très élevé.

Des expériences réalisées ont permis la neutralisation des pesticides. Les principes actifs mis en jeu sont totalement biodégradables. Pour les chercheurs de l'UREP, il ne fait aucun doute que HE 6 agirait efficacement sur la dioxine : en « inhibant » la substance incriminée et en cassant les chaînes moléculaires du produit toxique. Après tout, le savon de Marseille ne contient qu'une seule huile essentielle et il s'est révélé efficace au Viet-Nam !!!

Fin juillet, l'UREP est donc convaincue sinon d'apporter la solution miracle, du moins d'avoir une proposition susceptible d'intéresser les autorités italiennes. La prise de contact ne sera pas aussi simple que prévu. M. Cucchi, agent commercial de l'UREP, se rend en personne à Milan le 30 juillet et remet cinq litres d'HE 6 à la commission de décontamination. Le professeur lui garantit que des essais seront faits. Ils doivent être particulièrement longs puisque à l'heure actuelle l'UREP en attend toujours les résultats. M. Cucchi ne se tient pas pour battu : il s'adresse directement à Monsieur Sambeth, directeur technique de Givaudan, et lui fait parvenir un échantillon d'HE 6. Le 3 août, il reçoit une lettre réclamant des informations supplémentaires sur son produit, qui est qualifié d'« intéressant ». Comme information, Givaudan réclame tout simplement la formule intégrale d'HE 6. Ben voyons ! L'UREP propose des essais communs sur de la dioxine. Givaudan tergiverse, le dialogue de sourds continue : « Vous avez dit dioxine ? Ah bon j'avais compris dioxine... »

L'UREP se tourne alors vers le gouvernement italien et réclame au ministère de la Santé le droit d'effectuer des prélèvements de terrain dans la zone A. Après de multiples péripéties courtoises, on accorde un laissez-passer, mais pour la zone B, celle qui est ouverte au public ! « Le Progrès de Lyon » soutient les efforts de l'UREP, que les professeurs Azzaro de Nice et Chambon de Lyon cautionnent également. La presse italienne s'en mêle. Devant ce début de scandale, les autorités italiennes permettent à quatre membres de l'UREP de pénétrer en zone A avec cette restriction : ils doivent jurer sur l'honneur qu'ils ne procéderont à aucun prélèvement. Les envoyés de l'UREP vont faire de curieuses constatations : l'aspect riant et vivant du paysage laisse penser que le trichlorophénol du nuage mortel n'a pas causé de dégâts considérables à la flore. Quant aux mesures de protection... Il s'avère que le rite de la combinaison est plus symbolique que réel ! Les quatre membres de l'UREP ont pu quitter la zone A vêtus de leurs scaphandres, et ne les ont ôtés qu'à Seveso. Souhaitons que la dioxine, elle, respecte les règlements !

**D**ESORMAIS certaine de ne pas pouvoir compter sur l'appui des autorités italiennes (malgré un télégramme adressé à M. Andreotti, président du conseil), l'UREP va essayer de se battre seule. Elle veut prouver que l'HE 6 peut « inhiber » la dioxine, la rendre inoffensive jusqu'à ce qu'une solution définitive soit enfin trouvée. Or personne ne semble vouloir leur donner une chance de prouver que ça marche. Pourquoi par exemple refuser à l'UREP le droit de prélever de la terre aux fins d'analyse ? Pour les chercheurs, il n'y a plus qu'une chose à faire : se procurer de la dioxine pure et tester l'HE 6. Mais c'est un monde bien fermé que celui des fabricants de dioxine : personne n'accepte d'en céder à l'UREP. Que ce soit Dow Chemical, Dupont de Nemours ou Givaudan, on en revient toujours à la Suisse, qui semble la plaque tournante de ce commerce d'un genre spécial.

Alors M. Cucchi et l'UREP commencent à se poser des questions : on refuse de faire des essais qui pourtant n'engagent à rien. Et si l'on avait peur de découvrir que l'HE 6 est réellement efficace ? Et si la dioxine avait été choisie comme bouc émissaire pour cacher une contamination d'une autre sorte ? M. Cucchi est un homme qui désormais doute de tout... Il nous a même parlé d'un produit extrêmement dangereux, interdit par la Convention de La Haye, à base lui aussi de phénol, mais dérivé nitré... Sans aller si loin, on ne peut que rester perplexe devant les résistances officielles à combattre un ennemi commun. Serait-on en train de se tromper d'adversaire ?

Christiane Ellis

### des Seveso par centaines

« La zone industrielle de Milan est une véritable poudrière où peuvent se produire dix, cent Seveso, si rien n'est fait pour renforcer la surveillance et la sécurité. » Telle est la conclusion d'une enquête faite par l'inspection provinciale du travail dans trois cent cinq entreprises de la région. Les règles de sécurité ne sont pratiquement pas respectées, et cinq infractions graves en moyenne ont été relevées dans chaque usine. Pas plus tard que la semaine dernière, un dégagement d'anhydride sulfureux (SO<sub>2</sub>) a empesté deux hameaux lombards tout proches des Seveso. Mais Seveso, ce n'est pas fini. Guy Waldvogel, directeur général de la société Givaudan (propriétaire de l'usine Icmesa), et son directeur technique Joerg Sambeth étaient cités à comparaître le 30 août devant le juge d'instruction de Monza. Chef d'accusation : « désastre par imprudence et omission volontaire des mesures de sécurité ». Estimant irrégulière la procédure engagée contre eux, les deux lascars ont décidé de ne pas répondre à cette convocation.

Givaudan dément, dans une lettre adressée à « Libération » (24 août), avoir travaillé pour l'OTAN. La multinationale affirme d'autre part n'avoir jamais fabriqué ou vendu de la dioxine. Or « Libération » fait état des faits suivants : dans le but avoué de produire plus vite et moins cher, le réacteur où se concoctait le 2,4,5 T était porté à 200°C au lieu des 158°C normalement nécessaires. A cette température, la quantité de dioxine (impureté) augmente « vertigineusement ». Il faut alors « laver » le 2,4,5 T avec des huiles minérales, ce qui double le prix final. Tout se passe donc comme si l'usine Icmesa produisait du 2,4,5 T non seulement pour des usages agricoles et pharmaceutiques mais aussi à des fins guerrières, pour lesquelles il n'est pas nécessaire de purifier le produit (« Libération », 24 août).

Selon certaines informations, l'usine de Seveso aurait produit un gaz toxique expérimental appelé SP 121, et une substance mystérieuse, l'ICM 110, dont des sacs ont disparu depuis l'accident.

En attendant, la « facture » de Seveso s'élève déjà à 20 milliards de lires (120 millions de francs). C'est la somme estimée nécessaire par les autorités sanitaires de la région de Lombardie pour indemniser la population et rétablir une « vie normale » dans la zone contaminée. Un ouvrier de l'usine Icmesa a dû être hospitalisé : les médecins ont cru déceler chez lui un début d'intoxication à la dioxine. Quatre femmes de la région se sont fait avorter la semaine dernière, ce qui porte à onze le nombre total d'interruption de grossesse pratiquées depuis l'accident. L'Eglise a bien réussi son opération de chantage.

La chasse, qui s'ouvrait dimanche dernier en Italie, a été interdite sur un périmètre de 5500 hectares autour de Seveso. Selon les associations locales de protection de la nature, elle aurait dû être prohibée dans toute la Lombardie car le gibier a pu franchir les limites de la zone interdite. Enfin, un concours international sera lancé en octobre (mieux vaut tard que jamais !) pour trouver des procédés de décontamination. (Voir ci-contre sous le titre « les joueurs de flûte de Seveso » les propositions de l'UREP).

Au jardin -

- Evénement : il a plu, enfin, sur la région parisienne ! Néanmoins, le vacancier retrouve son jardin desséché, hélas, mulch ou pas mulch. Pour le gazon (si on tient aux pelouses, cette aberration...) il serait bon de re-semer maintenant les parties crevées : se promener avec le trident en le plantant un peu partout pour faire des trous. Semer les graines à la volée et saupoudrer de terreau; rouler; arroser deux fois par semaine. Si le temps est encore très chaud, attendre pour tout ça une ou deux semaines. - Les racines de rosier se sont promenées près de la surface à la recherche de l'eau; des gourmands "en sont alors sortis: il faut les couper. Cueiller les plus belles roses bien fraîches; défaire les pétales et lire la recette ci-contre

La Gueule ouverte

semaine du 1<sup>er</sup> au 7 septembre 1976

lever du soleil: 5h9; coucher: 18h31.  
(c.u.)  
premier quartier de lune le 7 à 0h35

"si la cigale chante en septembre, n'achete pas de blé pour vendre"

Confiture: les mûres -

Pour la grosse mûre noire des chemins, pas de problème: procéder comme pour n'importe quelle gelée ou confiture.  
Pour la mûre des bois, plus petite, plus rose, elle ne prend pas si on la cuit au sucre. Il faut la passer, crue, à travers un linge propre que l'on tord. Donner un court tour de bouillon au jus ainsi obtenu. Puis mélanger 1kg 250 de sucre par kilo de jus. Quand tout le sucre est bien fondu, mettre aussitôt en pots. Le lendemain, la gelée est prise, on peut fermer.

Liqueur de roses -

placer les pétales, bien tassés, dans un bocal d'un litre, ajouter 3 cuillères à soupe de sucre, remplir d'eau de vie. Au bout de quinze jours, filtrer et mettre dans un joli flacon. On obtient ainsi une liqueur rougeâtre, rappelant le goût de l'apéritif chinois.

Catalogue G. O. de la France gentille



(photo Joe Bontin (G.O.))

Au haut de Champigny (94) Paris à l'omn. à deux pas de l'hyper-marché... Le flot des voitures, nationale 4, est à 3 mètres. Combien de temps reste-t-il à vivre pour les deux tilleuls, arbre et maison?

le bois: { arbre sélectionnés, abattus, débités, etc... } Chacun de ces deux matériaux minimum représente: { bûcherons, agronomes, conducteurs d'engins, ouvriers de la scierie et des usines de transformation, usines de crayons, débités de cylindres, etc... } (carbone pur naturel) { géologues, mineurs, sondeurs, conducteurs d'engins, etc... }

"essai"

Critique d'usage: le crayon

Tous ces travaux, toutes ces transformations, ont des influences sur l'homme, sur la nature et sur l'organisation sociale (maladies professionnelles, exploitation des forêts et production de série, par exemple). En achetant un crayon, objet anodin, utile, "écologique", on achète aussi tout ça, avec le travail à la chaîne et la hiérarchie dans l'entreprise... C'était le cas du crayon de papier noir le plus simple. Les choses se compliquent avec les différences de qualités de mine (plus ou moins

Petit musée G. O. des horreurs

Le 1% à la décoration du lycée Hélène Boucher à Vincennes. Et c'est signé: "Adan" !!!



(photo Isabelle Cabut (G.O.))

En achetant un crayon, on achète un outil, mais on achète aussi un signe... Signe d'une certaine forme d'organisation sociale commerciale, signe qui nous place, par la valeur accordée à ses qualités, à un certain échelon de la hiérarchie. Cet échelon, il faut le mériter. Il se mérite par plus de travail... pour acheter le plus de travail d'autres ouvriers... (d'après Françoise Graner) Cette sommaire "critique d'usage" d'un objet aussi innocent que le

(envoyez-nous vos photos pour ces rubriques)

le carbone

la mine, ou carbone obtenu au four électrique du graphite et ouvriers des usines de fabrication du graphite au four, etc...

sans oublier l'énergie nécessaire à toutes ces transformations...

grasse, plus ou moins noire), le crayon de couleur ou le crayon objet-papier, garni d'une gomme, par exemple, ou d'un ornement quelconque destiné à le faire vendre. Sophistication. La publicité entre en jeu, parlant de valorisation.

crayon vous amuse ? Alors, essayez le système sur d'autres objets plus sophistiqués, moins banalement utiles. Et envoyez tout ça à Lambert (à la G. O.), il en est très friand...

TENRYU - 8 rue Rochebrun - 75002 -

805-91-35



(photo Bauman)

Le bol en bois  
35 rue Pascal,  
Paris 13°  
(707-27-24)  
macro,  
austère... austère!

### Quelques restos végétariens

Attention!  
le prix de l'abonnement  
à "La Gueule Ouverte"  
n'a pas augmenté!  
profitez-en!!!

Lacour  
3, rue Villedo  
Paris 1°  
(742-23-96)

un peu triste mais délicieux:  
Aquarius  
54 rue St Croix de la Bretonnerie  
Paris 4°  
(887-48-71)

In yo  
6, rue Gerando  
Paris 3°

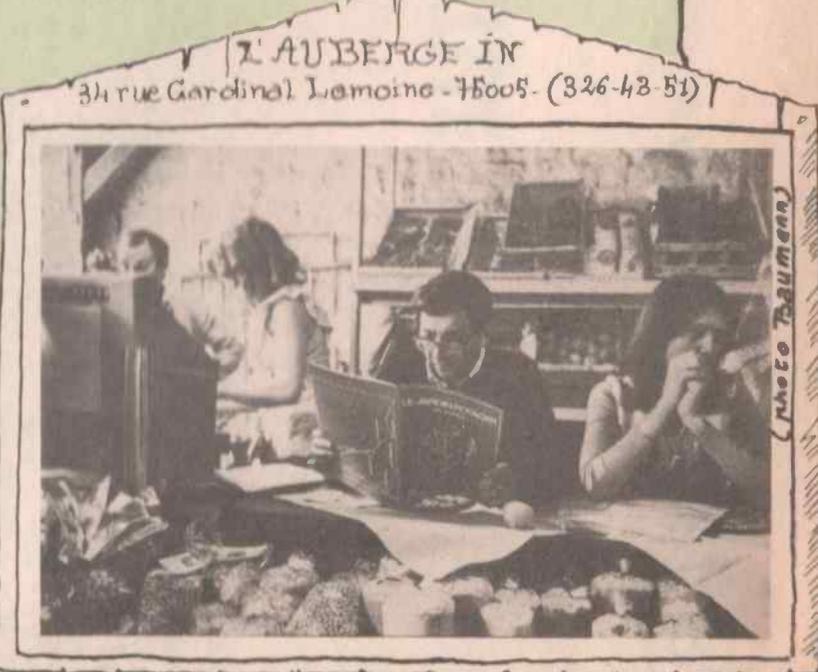
pas cher, sympa, végétarien on  
partie!  
La gamelle  
rue des Crois Frères  
Paris, 18°

Le zen  
40, rue Pq Montmartre  
Paris 9°  
(770-06-88)

La source de vie  
52-54 Carlone  
et 2 rue Saint Siagre  
Nice

Nara  
10 rue de Guyenne  
Bordeaux  
Restaurant du Moulin  
4, rue Coste Reboul  
Carcassonne

faites-nous  
connaître vos  
bonnes adresses  
merci.



(photo Bauman)

pas cher: Guem mai  
2 bis rue de l'Abbaye  
Paris, 6°  
(326-03-24)

Yamato  
38, rue Nollet  
Paris, 17°  
(387-05-41)

très chic:  
La macrobiothèque  
17, rue de Savoie  
Paris 6°  
(325-04-96)

Dietetic shop  
11, rue Delambre  
Paris 6°  
(326-40-55)

bon, pas cher et  
marrant:  
L'Inca  
4, rue Lapeyrolle  
Paris 5°  
(331-50-71)

Isabelle

NIMES



30 bis rue forte de France  
et 14 rue Bigot

# ça va ça vient

## L'Amérique contrôle l'atome

Le contrôle des exportations nucléaires américaines devra être renforcé : c'est ce que prévoit une proposition de loi adoptée la semaine dernière par la commission des affaires étrangères du Sénat américain. Selon ce texte, « la prolifération des engins nucléaires pose une menace grave aux intérêts vitaux des Etats-Unis et à la poursuite des progrès internationaux vers la paix et le développement dans le monde ».

Washington exige en fait de conserver le contrôle technique des installations et combustibles exportés. Sinon, il sortira son gros bâton. Premier exemple en date de la mise en application de cette politique : lors de sa récente visite à Lahore, le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger a offert au Pakistan une aide « considérablement accrue » et le financement d'une « importante partie de son programme nucléaire ». En échange, le Pakistan doit renoncer à la construction prévue avec l'aide de la France, d'une usine de retraitement des déchets radioactifs. Mais Kissinger ne voit « aucun inconvénient » à ce que des centrales nucléaires soient construites au Pakistan par la France avec des crédits américains...

## stérilisation obligatoire

ça  
ou  
deux  
ans  
de  
tôle  
...



Plusieurs Etats indiens ont décidé la stérilisation obligatoire des couples ayant plus de deux (ou trois) enfants vivants. Les contrevenants pourront écoper jusqu'à deux ans de prison ferme. Indira Gandhi, premier ministre, voudrait bien généraliser cette obligation à l'ensemble de l'Inde. Gain espéré : dix millions de naissances en moins.



## plan forestier

Un plan forestier de développement pour le demi-siècle à venir : tel est le thème d'un groupe de travail qui vient d'être créé par le ministère de l'agriculture et celui de la qualité de la vie. Bertrand de Jouvenel en serait le président. On ignore encore s'il compte prendre des mesures immédiates contre la défoliation des forêts par hélicoptère, dans le Morvan et ailleurs.

## pas de point noir

« La Côte d'Azur ne compte aucune plage « point noir » pouvant comporter un risque pour les baigneurs ». C'est ce qu'affirment de concert la Direction départementale de l'équipement des Alpes-Maritimes et M. Bourdon, ingénieur chimiste de la CIPTALM (Cellule d'intervention contre la pollution bactérienne). Seule ombre au tableau : « La Côte d'Azur reste, toutefois, menacée par les rejets des effluents italiens, car les eaux usées ne sont pas traitées dans la péninsule. » Les bactéries françaises, elles, ne polluent pas, c'est bien connu.

## Carter contre Concorde

Jimmy Carter, candidat démocrate à la présidence américaine, est opposé à l'utilisation des avions supersoniques. « Il y a six ans, nous avons écarté l'idée d'un avion supersonique en raison de l'énorme consommation d'énergie par passager qu'elle impliquait, du coût et des investissements énormes qu'il exigeait, et aussi des risques qu'il comportait pour l'environnement, d'abord par son bruit. Si ces réserves ont joué contre un appareil américain, je pense qu'elles doivent

également jouer contre Concorde et tout appareil étranger. »

## sur et sous la sécheresse

Trop de fruits, pas assez de légumes : la sécheresse n'a pas fini de frapper.

La semaine dernière, les producteurs de fruits de la vallée du Rhône ont manifesté contre l'effondrement des cours et les importations. Ils ont dû détruire quelque 20 000 tonnes de fruits. Les arboriculteurs commencent à se poser de sérieuses questions sur la mauvaise qualité des fruits qu'ils produisent. L'un d'eux explique à l'envoyé spécial du Monde (25 août) : « On nous impose de cultiver les variétés de pêches qui produisent le plus possible. Solidité et coloration sont, d'autre part, les deux seuls critères que le négoce prend en considération. Alors, on produit... Certains de mes arbres donnent 100 kilos de fruits. »

On ne laisse pas de se perdre en conjectures sur le fait que la baisse des prix au niveau du producteur ne se répercute pas au niveau du consommateur. Mais ne nous plaignons pas, les fruits sont en abondance sur les marchés. Cela risque bien de ne pas être le cas cet automne pour les légumes. Selon des prévisions de l'Office statistique des Communautés européennes, l'Europe sera cette année déficitaire en légumes. En France, la baisse de la production va frapper tous les produits, et surtout la tomate.

Le dernier conseil des ministres du gouvernement Chirac a décidé l'attribution à titre d'acompte, de 2,2 milliards de francs en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse. Cette aide sera financée par une augmentation de l'impôt sur le revenu. Elle profitera surtout aux éleveurs. Sous couvert de « solidarité nationale », il s'agit en fait de venir d'abord en aide aux moyennes et grandes exploitations « rentables », et peu aux petits paysans. Alors que ce sont les structures et le type d'agriculture actuellement pratiqué qui sont en question, le pouvoir a choisi la politique de l'aumône, la pièce de monnaie pour les pauvres. L.S.

## Il y a encore un mois de septembre

**A**U moins tant qu'il ne sera pas mis au pas de la rentrée usinière et scolaire, c'est à dire rendu grisâtre et pisseux. Au pays des Basques ou de l'Occitan maritime c'est le mois d'or, octobre étant de pourpre et novembre vieux bronze. Pour le potache bordelais c'était le meilleur des vacances ; sans doute est-ce pour cette raison que Paris, toujours soucieux des réalités locales, n'a eu de cesse qu'il n'ait avancé la rentrée au milieu de ce mois : étalons les vacances. Cela commence obligatoirement par un grand coup de torchon sale et des trombes d'eau qui balayent les miasmes et la quincaillerie d'août. Après, un ciel tout neuf est rendu aux habitants, et l'on y voit jusqu'à l'Arbizon de Bigorre. Le verdâtre dans le grisâtre c'est fini. Le vent fou (qui est naturellement du sud, et qu'on dit aitze hégoua ou d'autan selon qu'on est d'ici ou de là) brique le paysage qui luit comme une étche au sortir des pluies d'équinoxe. Tout d'abord d'émeraude dans le saphir et le lapis lazuli, il tournera par la suite au rubis dans le vermeil : quand votre terre scintille de tels feux, pourquoi se ruinerait-on pour en acheter chez Cartier quelques échantillons ridicules ?

Une page pour toutes les richesses de l'année qui croulent d'un seul coup, c'est bien peu. Fruits, vendanges, poisson ou gibier, on verra en octobre ou en novembre, tenons-nous en aux champignons. Après la pluie le beau temps, c'est le moment d'avoir l'œil sur le bois d'à côté... D'autant plus que c'est le dernier. A perte de vue de Bidache à Hasparren - c'est le vide - maintenant roussâtre - de l'hybride, d'où émergent seulement çà et là les taches sombres des ronciers qui dissimulent les tas de pierres ou de branches accumulés par les bulls. Ne comptez plus sur moi pour vous dire où sont les replats à champignons ; il n'y a plus ni bois, ni landes, ni replats : la technique a tout mis à plat. Fini le bolet noir ou l'orange orange, la merveille que garde la mort phalloïque et qu'on déguste avec d'autant plus de volupté (en réalité l'orange jaune d'œuf dans sa coquille d'ivoire n'a jamais trahi personne). Mais vous n'irez pas la chercher dans le dernier bois de chênes que conserve le dernier paysan basco ou béarnais pour sa palombière. Il vous attend avec son fusil, là où il y a cinq ans il vous eût montré le coin. Heureux coquin. Vous inaugurez la civilisation de l'abondance.

Bernard Charbonneau



« France, ta forêt fout le camp ! », par Cauwet, Demesse, Fischer et Persuy. Stock 2.

Autrefois, l'homme était raisonnable : il défrichait un coin de la forêt pour s'y installer quelques années et élever quelques bestiaux. Une fois le sol épuisé, il partait pour une autre zone et la forêt se régénérait lentement. Et puis sont arrivés les Romains. Le Celte était un homme de la campagne, amoureux de la forêt, le Romain homme de la ville portait en lui le ferment destructeur : il fallut alimenter les fours de potier avec du bois ! Suivit le moyen âge, « l'époque de la haine de l'arbre » et la révolution française, où l'on « massacra les forêts comme les cathédrales... »

Maintenant, la forêt fout le camp. Il y a la pollution par le fluor, le touris-

## bouquins

me, subtile forme de pollution, les coupes rases et l'enrésinement, autant de crimes perpétrés contre la forêt française. Et le pire : l'Office national des Forêts. Coincé par sa vocation industrielle et commerciale, il doit vendre des arbres des forêts publiques et est parcouru par l'obsession délirante de la productivité...

France, ta forêt fout le camp ! C'est le titre et le propos du livre. Un ouvrage inégal, hétéroclite, trop hâtif, comme nombre de produits des supermarchés de l'édition qui sortent au rythme des paquets de lessive... Il va de l'argumentation la plus sérieuse au raisonnement le plus simpliste. Mais heureusement, il y a la foi qui sauve : la profonde conviction des auteurs, leur amour pour la forêt transparent entre les lignes et fait oublier les imperfections. Ils les aiment, ces arbres infortunés et leur saine indignation contre les coupes rases, l'enrésinement, l'incompétence des responsables est communicative. La forêt fout le camp... Même avec une voix enrouée, il était important de le crier.

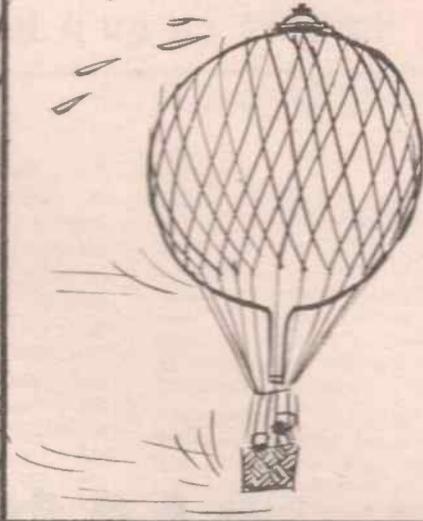
D.S.

# LES AVIONS ONT-ILS DU POIL AUX AILES?

UN AVION, CAPOTTE DÉCOUVERTE.



REPLI D'EAU

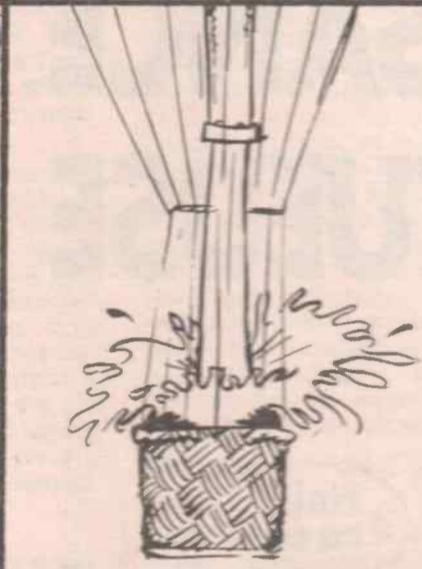


TONTON ET SON NEVEU



MON NEVEU, NOUS PERDONS DE L'ALTITUDE, TU DEVRAS ACTIONNER LA VALVE.

BIEN TONTON.



NOUS PERDONS TOUJOURS DE L'ALTITUDE.



IL FAUDRAIT PERCER LE FOND DE LA NACELLE

C'EST UNE BONNE IDÉE

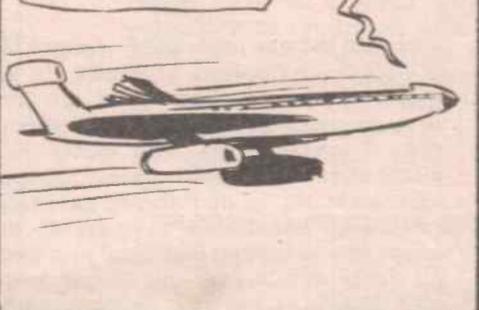


CE N'EST RIEN, PAS D'AFFOLEMENT, ATTACHEZ VOS CEINTURES.

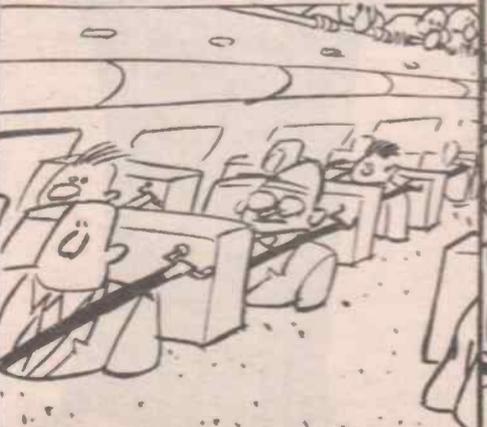


L'AVION TRANSPORTANT DES REPRÉSENTANTS EN PLÂTRE PORTEURS D'ÉCHANTILLONS, IL FALLUT FAIRE VITE.

NOUS RECLÂMONS L'ATERRISSAGE D'URGENCE, LE PLÂTRE EST EN TRAIN DE PRENDRE.



AU MUSÉE DE L'AVIATION, ON PEUT AUJOURD'HUI ADMIRER LA CARLINGUE DU B8-10 AVEC SES PASSENGERS PRIS DANS LE PLÂTRE...



... MAIS AUCUNE TRACE DU BALLON A' EAU DE MONSIEUR TONTON ET SON NEVEU.

C'EST LE MUSÉE DE L'AVIATION ICI, PAS CELUI DU BRICOLAGE.



Hugob

« Il existe sur terre une espèce animale où le petit, sortant du ventre de sa mère, est pris par les pattes de derrière et, la tête en bas, battu jusqu'à ce qu'il hurle, par un adulte ».

Christiane Rochefort



# LA NAISSANCE VOLUPTUEUSE



Vivre est heureux. Venir au monde est heureux. Le drame de la naissance n'existe que dans notre imagination. Le petit d'homme, à la sortie du ventre de sa mère, est parfaitement adapté à son nouveau milieu : c'est nous qui avons fait en sorte de rendre ce milieu inhospitalier. En restituant à la naissance « sa splendeur érotique plénière », Frédérick Leboyer a fait une démarche véritablement écologique : il prend en compte les rapports du (mini) être vivant avec son environnement ; il préserve ses facultés d'adaptation. C'est pourquoi la G.O. s'est intéressée au phénomène de la naissance sans violence, en faisant une enquête à l'hôpital de Pithiviers. Dans cet établissement public, le docteur Odent et son équipe pratiquent l'accueil des nouveau-nés selon la méthode Leboyer, sans que cela coûte un centime de plus que dans un hôpital ordinaire. D'ailleurs, pourquoi serait-ce onéreux, alors qu'on supprime tout l'attirail technique si prisé du corps médical ?

## la naissance médicalisée

Ce n'est pas un hasard si, dans une maternité, le lieu où la femme met son enfant au monde se nomme « salle de travail ». Tout un programme : la parturiente (dame qui accouche) arrive sur un brancard, on l'installe sous les feux de la rampe au milieu des internes, infirmières, sages-femmes et bien sûr, devant LE docteur. Dans cette atmosphère de cris et d'agitation, elle n'a plus qu'à bien se tenir, la parturiente, à faire son boulot le mieux possible. Le corps médical se donne assez de mal pour ça : les contractions sont contrôlées, la dilatation est enregistrée, les battements du cœur du bébé constamment sous surveillance. Alors, il n'est pas bien, bébé ? Dès avant sa naissance, il a déjà son petit dossier.

Non, il n'est pas bien, bébé. Jusque là, il était à l'abri dans le ventre de sa mère, doucement balloté au gré des eaux amniotiques. Il était dans l'obscurité, il percevait la voix maternelle filtrée et suave. Et voilà qu'on l'agresse avec les spots, qu'on l'abrutit de criaileries ; et par-dessus le marché, on coupe vite le cordon ombilical non sans lui avoir administré une claque pour qu'il braille. C'est pas encourageant, comme premier contact avec la réalité. De quoi retourner d'où on vient.

## le phénomène Leboyer

En 1974, le Docteur Leboyer, alors accoucheur dans une maternité parisienne, lance un pavé dans la ma Pire qu'un pavé, un poème. On imagine l'émotion de ses confrères, habitués à un langage froid et rationnel des manuels de médecine. « Naissance sans violence », un petit livre publié aux éditions du Seuil, sème la zizanie dans le corps médical. L'idée est lumineuse : glissement de la notion d'accouchement à celle de la naissance. Déjà, l'accouchement sans douleur représentait un progrès, donner la vie n'était plus considéré comme une punition pour la femme. Mais la femme se concentrait alors exclusivement sur son propre comportement : elle appliquait les directives concernant la respiration et s'efforçait de ne pas manifester sa douleur ; la femme qui s'était « bien comportée » recevait les éloges du médecin ; dans le cas contraire, elle était culpabilisée d'avoir dérangé le cours des opérations. En somme, on lui demandait de se montrer coopérante, de participer à une action dont elle restait l'objet. Le bébé, pas question.

D'ailleurs, ne dit-on pas : un bébé qui ne voit pas, « ça » n'entend pas comment voulez-vous que « ça » se malheurreux ? Et si un nouveau-né n'était pas cette chose qu'on désigne par le neutre... Leboyer suggère q

« ça » pourrait être une personne. Quelle révolution ! Quand il s'agit d'avortement, toute la papauté part en croisade pour défendre l'âme du fœtus.

Quand il s'agit de naissance, on se demande si le nouveau-né est bien une personne. Curieux paradoxe. En attendant, la naissance est souffrance. Et on se demande pourquoi. Leboyer propose une réponse : « Ce qui fait l'horreur de naître, c'est l'intensité, l'immensité de l'expérience, sa variété, sa richesse suffocante. On dit, on croit que le nouveau-né ne sent rien : il sent tout. Tout, totalement, sans filtre, sans discrimination. Le raz-de-marée des sensations qu'il emporte dépasse tout ce qu'on peut imaginer. » Un comble : non seulement « il » sent, mais il sent mieux que nous ! Qu'est-ce qu'il a de plus que moi, celui-là ? Va-t-on sacrifier la mère à l'enfant, comme aux temps obscurantistes où il fallait à toute force assurer la descendance ? Mais penser à l'enfant, ce n'est pas négliger la mère, au contraire. On pense la naissance en termes de relations : relation au monde, relation à la mère, puisqu'à cet âge, l'univers, c'est la mère.

### bien-naître

Leboyer favorise la transition du milieu fœtal au milieu extérieur. D'abord, on débarrasse la mère de tous les appareils à mesurer et de tous les expédients dont la médecine traditionnelle use, prétendument pour favoriser l'accouchement. Accoucher, ce n'est pas une maladie. Pas besoin de thérapies. La femme ne s'en portera que mieux. Ensuite, on débarrasse la salle du cortège de blouses blanches : là encore, il n'y a pas besoin de cette mise en scène ; l'atmosphère n'en sera que plus calme. Et les oreilles de bébé seront épargnées. Idem pour ses yeux : « Faisons comme les amants, mettons-nous dans le noir. Notre attention, la sensibilité de nos mains s'en trouveront augmentées. Mais surtout, les yeux de l'enfant ne seront pas blessés. Sans doute il faut y voir pour surveiller la mère, éviter qu'elle ne se déchire lors de la sortie de la tête du bébé. Mais scialytiques et projecteurs ne sont pas nécessaires. »

Dans ce climat, il y a de grandes chances pour que la mère soit plus détendue. Si de surcroît on lui laisse prendre son temps, elle sera beaucoup plus disponible pour bien accueillir son bébé. Lorsque celui-ci paraît, le cercle de famille (dont la présence est vivement souhaitée, au moins celle du père) n'applaudit pas à grands cris ; c'est l'heure de se recueillir. Le nouveau-né est placé sur le ventre de la mère qui le couvre de ses mains et le garde jusqu'à ce qu'il se soit habitué à son nouvel environnement. Au lieu de couper le cordon immédiatement, la sage-femme attend que le bébé ait calmé son angoisse ; de cette façon, l'enfant s'habitue à respirer par les poumons tout en bénéficiant encore un peu de l'apport maternel.

Il paraît que l'odorat du nouveau-né est aussi fin que celui du chien... C'est son moyen d'identification de la mère. Placé sur le ventre de celle-ci, le petit être encore gluant cherche le sein et l'entoure de ses deux minuscules bras. Larme d'émotion. Ressaisissons-nous : on appelle ce comportement « le réflexe de fuissement » ; comme le petit cochon trouve la truffe, le nouveau-né découvre le mamelon maternel, à l'odeur.

Il a d'autres cordes à son arc, le nouveau-né : « le réflexe natatoire ». Aussi, pour parfaire son accoutumance

au monde extra-utérin, on lui donne un bain dans une eau à température adéquate, où il retrouve l'ambiance du liquide amniotique. Là, le père intervient ; il est souhaitable que ce soit lui qui coupe le cordon et baigne son enfant. Les rapports sont donc débloqués dès le départ, parce que le père se sent tout de suite concerné. Il apprend à ne pas considérer le nouvel arrivant comme une potiche de porcelaine, à ne pas manipuler de peur de casser. Il est



extraordinaire de voir combien l'enfant se détend dans l'eau, comme il éprouve du plaisir à remuer ses membres : ce premier plaisir est fondamental pour lui ; il gardera un grand amour des ablutions, une aisance voluptueuse.

Tout ces gestes ne constituent pas une méthode. Il faut un climat. L'atmosphère est en partie créée par une musique douce qui berce le bébé entre deux vagissements. Le reste, c'est

l'amour maternel qui le fait. Ce sont les caresses de la mère qui établissent la première communication, car le toucher est chez le nouveau-né bien plus développé que la vue et l'ouïe. Nous savons que le petit humain n'a pas un système nerveux mature à sa naissance ; il se développe au cours des tout premiers jours de sa vie. D'où le caractère déterminant et irréversible de ce qui se passe alors. Bien caresser un bébé, c'est déjà faire un

grand pas dans son futur développement.

### comme dans un rêve

Le bébé, qui ne sait pas parler, sait merveilleusement exprimer ses sensations. Il glousse, il grogne, il pousse des petits cris. Et il sourit. Mieux, il RIT. Quel prodige !

Les parents, eux, n'ont (plus) pas ces moyens d'expression. Leur émotion

transparaît pourtant. La mère raconte que « tout s'est passé comme dans un rêve ». Elle se souvient de son épuisement, de l'état un peu second où elle était au moment de la naissance. Et puis elle voit littéralement apparaître la tête de son enfant, grâce à un miroir, puis le petit corps tout entier et hop, il est arrivé dans ses bras. Pour elle, cette rencontre est inoubliable. Le père, lui, s'est senti profondément concerné par la naissance. Il explique que l'homme se sent « frustré » de création par rapport à la femme : en participant d'aussi près, il renoue le lien noué au moment de la conception. Il perd la désagréable impression d'être seulement « celui qui sème la graine ». Témoin ce père qui, au lieu d'envoyer sa carte de visite pour annoncer l'heureux événement, dessine lui-même le bébé.

### l'expérience de Pithiviers

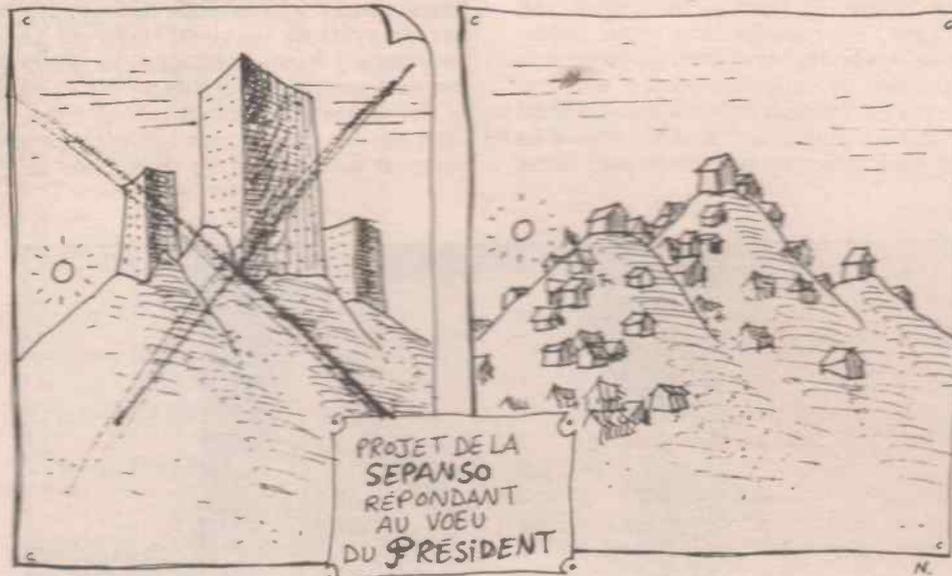
Rien de tout ce qui vient d'être décrit ne serait possible dans une maternité traditionnelle, dont le rythme des naissances va jusqu'à une vingtaine par jour. Dans une maternité de moyenne importance, on accueille deux nouveaux-nés par jour environ. On a le temps. La salle est petite. Le personnel et leurs hôtes se connaissent. A Pithiviers, il y a aussi la personnalité du docteur Odent, « un médecin pas comme les autres » pour employer l'expression consacrée. Partisan de la démedicalisation, il estime que le médecin doit apparaître le moins possible. Il a lu Illich...

Ce n'est pas le cas de tous les médecins. On comprend pourquoi ils se sont insurgés à la parution du livre de Leboyer. Ce sont des hommes : en tant que tels, ils possèdent mal ce pouvoir de fusion affective préservé chez la femme. Ce sont des médecins : ils se sont laissés envahir par la technologie moderne et par leur orgueil de techniciens. Ce sont des puissants : ils n'admettent pas que leur pouvoir soit contesté. Or l'accouchement n'est pas un phénomène pathologique (s'il est besoin d'une décision médicale, en cas de césarienne par exemple, elle est prise bien avant), c'est un acte de notre corps. Tout ce qui concerne le corps ne doit pas nécessairement passer par le savoir et l'action du « docteur ».

Dès avant la lecture de Leboyer, certaines habitudes de travail s'étaient précisées à la maternité de Pithiviers. Mais, dit le docteur Odent, ces habitudes n'avaient pas toujours été érigées en système de réflexion. « Bientôt, comme par engrenage, c'est toute l'activité, toute la raison d'être de la maternité qui ont été remises en cause. Leboyer a catalysé une mutation. Il ne suffisait pas de créer un certain climat à l'heure de la naissance. Auparavant, il fallait aussi préparer cette naissance. Ensuite, il fallait assurer une indispensable continuité. (...) Dans une maternité en pleine mutation, où la barrière entre soignants et soignés tend à disparaître, où le cloisonnement entre les compétences s'estompe, où le recrutement est varié, où l'on essaie d'instaurer une véritable communauté de vie dans un cadre agréable, le climat est favorable au dialogue, à la recherche. »

Catherine Decouan

Un livre très complet, « Bien-Naître », par le docteur Odent, paraîtra en novembre aux éditions du Seuil (collection Technocritique).



La montagne pyrénéenne, une fois de plus, est menacée. Près du Parc National des Pyrénées, jouxtant la Réserve Naturelle du Néouvielle, un projet vise à implanter à 2.000 mètres d'altitude, une super-station touristique de grand standing.

nucléaire

CONTRE LE RETRAITEMENT, LA RECUPERATION

Au delà - et en dépit - de l'écume provoquée par l'actuelle campagne électorale, il se pourrait bien que se dessinent, aux Etats-Unis, les lignes de force d'une véritable stratégie commerciale nucléaire.

On sait le « retard » des USA en matière de recyclage du plutonium : au plan technologique, aucun prototype de « rapide » n'est en fonctionnement : au plan juridique, l'utilisation du plutonium en réacteur est actuellement toujours interdit (1). On connaît les difficultés des électriciens américains en ce qui concerne le retraitement de leur combustible « usé » : aucune installation civile sur le territoire américain. On sait enfin comment les instances gouvernementales se posent - et posent aux pays « alliés » - le problème de la non-prolifération des produits autorisant la constitution d'un armement nucléaire.

un nouveau type de poubelles

Aussi faut-il accorder à une information toute récente sa juste importance, dans ce contexte. Non repercutée à ce jour - et à ma connaissance - par la « grande presse d'information » française, voici cette information parue dans le bulletin « Enerpresse » du 28 juillet dernier.

« A Washington, une source proche de l'Agence des Etats-Unis pour le contrôle des armes et du désarmement (ACDA) (dont le directeur est Fred Ikle) a confirmé les bruits qui couraient depuis quelque temps sur le fait qu'il était envisagé de recycler les barres de combustible usé dans les centrales à

eau légère directement dans des réacteurs à uranium naturel, en l'occurrence des réacteurs canadiens (Candu). » La revue spécialisée « Nucleonics Week », parlant de ce projet, cite un dirigeant de l'ERDA (le commissariat américain à la recherche énergétique) et lui fait dire : « nous regardons la chose comme un substitut au retraitement ». On sait par ailleurs que d'importants crédits viennent d'être alloués aux études nécessaires à la mise au point éventuelle de ce nouveau type de « poubelle » nucléaire, études qui ont démarré en liaison avec les organismes homologues canadiens.

Il est bon de noter la récente harmonie des propos officiels américains et canadiens à propos des problèmes de « non-prolifération », au niveau de ce qu'on présente comme étant la pièce-clé de toute prolifération potentielle : l'usine de traitement, et au niveau de toute politique d'aide technique aux pays non possesseurs de l'arme nucléaire. La « complicité » américano-canadienne pourrait bien remonter beaucoup plus loin en cette affaire, s'il est vrai que les Etats-Unis avaient fourni à l'Inde de l'uranium très enrichi alors que les Canadiens fournissaient, eux, le réacteur jusqu'alors seul incriminé... On le voit, l'affaire est complexe.

une manœuvre subtile

Mais au plan « psychologique » et grâce à l'information « de masse », la manœuvre paraît assez subtile. On se gardera bien, en effet, de dire que recycler l'uranium usé (en fait, comme on sait, un mélange complexe de produits de fission dont le seul plutonium présente en l'occurrence l'intérêt

majeur) ne fait que déplacer le problème à l'issue du recyclage en « Candu modifié », le gain de plutonium sera encore plus important... Non, on mettra l'accent sur la « garantie » offerte par ce recyclage de ne pas mettre au jour - et en circulation - un plutonium désormais symbole du péril nucléaire suprême...

Affaire à suivre. Mais, je crois, à méditer dès à présent, dans l'optique de notre lutte anti-nucléaire.

E.P.

plutonium dernière

Plutonium : « Contamination insidieuse, permanente, cumulative, chronique et généralisée ». C'est que réaffirme Maurice André, dans une étude publiée par Jean Pignero dans le dernier numéro de la PRI, épaisse brochure bourrée de documents (qui peuvent être commandés séparément le cas échéant. Le numéro complet : 4 F. A.P.R.I. 12, rue des Noyers, Crisenoy, 77380 Verneuil-l'Étang).

Une controverse oppose depuis deux ans Maurice André au CEA à propos des « effets de proximité » des poussières (aérosols) de plutonium inhalé dans les poumons. Maurice André établit de la manière la plus rigoureuse qu'une particule de Pu 239 (diamètre : 1 micron...) bombarde la partie du poumon si elle est fixée à raison de (tenez vous bien...) 113 592 Rads par an (1). En fait, c'est la dose absorbée par la région irradiée.

Jens Scheer, docteur en physique nucléaire à l'Université de Bremen (opposant à l'industrie nucléaire et comme tel victime de pas mal d'ennuis dans son pays...) déclare les calculs de M. André « absolument corrects ». Il surenchérit même en notant que si l'on tient compte du « facteur de qualité » (facteur EBR) on obtient des valeurs dix fois supérieures en rems.

Au terme de son travail, Maurice André pose une question intéressante, qui est celle de la « compétence » des spécialistes du CEA...

Incompétence et/ou malhonnêteté ? Car enfin voici ce qu'on peut lire dans le dernier rapport annuel du CEA, au chapitre « Protection et sûreté nucléaires » :

« Les résultats obtenus en 1975 dans la recherche radio-toxicologique des effets du plutonium ont apporté des éléments de jugement nouveaux : contrairement à l'opinion communément répandue, il a été démontré qu'un radioélément émetteur alpha ingéré par voie respiratoire était moins toxique s'il se présentait sous forme de particules bien localisées (points chauds) et non sous forme très dispersée... »

...On ne peut pas mentir indéfiniment. Outre le ridicule qui vous menace (à terme), messieurs les spécialistes patentés de l'industrie atomique, vous devriez méditer sur un autre danger qu'annonce Roger Gode dans « Le Monde » du 9 juillet 75 (et heureusement repris par Jean Pignero dans ce numéro de l'APRI), quand il évoque l'alternative d'un désert post-nucléaire où l'on pendra les scientifiques... »

E.P. ▶

(1) Période du Pu239 : 24 400 ans...

**L**A Municipalité de Saint Lary-Soulan veut créer une « station intégrée », dite aussi « paquebot des neiges », de 4 000 lits. Qu'on en juge : 52 300 m<sup>2</sup> d'hôtels et de résidences secondaires ; 6 500 m<sup>2</sup> de commerces et d'équipements ; six bâtiments de 5, 6 et 8 étages ; 20 000 m<sup>2</sup> de parkings souterrains ; tunnels, dont un annoncé de 300 m.

Tout est prévu, de l'hôtel trois étoiles au bar nautique sur les berges du lac de l'Oule, en passant par la salle polyvalente. C'est la transplantation en milieu montagnard, ce qui est totalement insupportable pour lui, du milieu urbain le plus démentiel qui soit. Alors que dans de nombreux pays où l'on pratique le ski et même en France, on renonce à construire ce type de station, dite de la troisième génération, à Saint Lary-Soulan on s'engluie dans l'erreur pour, semble-t-il, la seule rentabilité d'une opération immobilière.

### dangers

Si ce projet aboutissait, il conduirait à la défiguration définitive d'un des plus beaux sites des Pyrénées, sans grand bénéfice d'ailleurs pour le domaine skiable, puisque l'essentiel est déjà équipé. D'ailleurs, la SEPANSO ne s'oppose pas à la pratique du ski, mais plutôt à l'usage qui en est fait et à l'urbanisation en haute altitude qu'il entraîne.

Ce projet ferait aussi peser de lourdes menaces sur la Réserve Naturelle du Néouvielle. Cette zone protégée, du plus haut intérêt botanique et faunique, subirait avec la nouvelle infrastructure une pression touristique incompatible avec les exigences de protection qui avaient justifié sa création. L'activité traditionnelle agro-pastorale serait également gravement perturbée par le captage des points d'eau naturels (ruisseau des Merlans), le dérangement des troupeaux, l'intrusion automobile, le développement des activités motorisées « tout terrain ». Construit en altitude, loin des foyers de la vie montagnarde, un tel ensemble poserait d'énormes problèmes d'accès (construction de nouvelles routes, segments routiers soumis aux avalanches et aux éboulements) et d'entretien (dénivellement, consommation d'énergie, réseau d'assainissement).

### une autre conception

Les statistiques du dernier recensement font apparaître une accentuation du phénomène de dépopulation de nos montagnes, ce qui est inquiétant. Dans son rapport au Gouvernement, le Député Brocard propose, en ce qui concerne le tourisme hivernal, de faire participer davantage les populations locales à la gestion des équipements (remontées mécaniques) et à l'accueil. La SEPANSO considère qu'un de

moyens de fixer les populations est justement de développer dans les noyaux humains existant autour d'une station, une politique d'incitation à l'accueil, par exemple en favorisant l'aménagement ou la construction des compléments de revenus aux montagnes, cette politique leur permettrait d'être les artisans actifs responsables de leur devenir. Elle favoriserait aussi des échanges culturels. Dans les villages de la haute vallée d'Aure, les possibilités ne manquent pas, et il est souhaitable que les récentes propositions gouvernementales soient rapidement appliquées. Pour l'instant, la SEPANSO demande aux pouvoirs publics de geler le projet d'urbanisation du site de l'Oule, et de stopper la construction de la route d'accès, qui vont à l'encontre de la qualité du tourisme qu'il faut développer dans nos montagnes.

En donnant ainsi son avis, la SEPANSO répond au vœu du Président de la République qui a récemment déclaré : « Les associations qui luttent avec passion et dévouement pour la protection et l'aménagement de notre patrimoine naturel sont une des forces jeunes et dynamiques de notre pays. J'invite le gouvernement, l'administration, les élus à ouvrir grandes leurs portes pour les faire participer à leurs réflexions et à leurs projets. »

SEPANSO Bigorre,  
B.P. 19.  
65 300 Lannemezan

## Le manifeste de Huesca

Du 5 au 7 février 76 s'est tenu à Huesca en Espagne un colloque franco-espagnol pour la défense commune des Pyrénées. Les participants ont adopté le manifeste suivant.

Les Pyrénées, entité naturelle et historique, trouvent aujourd'hui leur unité fondamentale renforcée par une volonté commune des versants espagnols et français, de résister aux agressions dont elles sont l'objet.

Les centralismes nationaux ont fait, d'un trait d'union entre nos pays, une barrière artificielle entre les peuples basque, catalan, béarnais, aragonais... La pénétration d'un monde industriel et technique conçu ailleurs emporte les Pyrénées dans un mouvement de décomposition qui peut anéantir toute la force de vie qui s'est épanouie dans ces montagnes.

Les Pyrénées sont le lieu d'une relation originale entre l'homme et la nature. Leurs richesses biologiques sont inestimables : espèces rares, sources d'eau pure... refuge d'importance européenne. Des sociétés différentes, fortement individualisées, riches de potentialités humaines, s'y sont développées, façonnant la nature sans jamais porter atteinte irréversiblement à la richesse de leur milieu.

Les Pyrénées sont en péril.

Leur richesse les expose à la convoitise du capitalisme, spécialement en tant que source directe de plus value, moyen de relance de la consommation, réservoir de main d'œuvre, renouvellement de la force de travail et contrôle des travailleurs dans tous les aspects de leur vie, jusque dans leurs loisirs.

La croissance économique (croissance de l'Economie pour elle-même) résoudra les problèmes pyrénéens par « l'organisation » de la misère. Les projets d'aménagement de ces montagnes (stations de ski, villages de vacances, hydro-

électricité, barrages) sont l'expression d'une conception colonialiste et technocratique. Ces options vont contre l'homme et la nature : elles déculturent, désertifient, détruisent les Pyrénées.

Notre analyse impose un choix fondamental : subir une pseudo-nécessité technocratique ou la refuser par les actes et donner la possibilité à la force de vie pyrénéenne de se manifester librement. Nous refusons tous les modèles imposés ou introduits par la société actuellement dominante. Nous affirmons notre volonté de défendre les Pyrénées contre leur dégradation, par les moyens adéquats. Notre choix passe par une prise de conscience : les Pyrénéens doivent avoir les moyens de se réapproprier l'avenir des Pyrénées par des voies démocratiques contre les minorités qui les leur ont volé (bourgeoisie, technocratie, finance, mais aussi notables pyrénéens), un avenir qu'ils doivent eux-mêmes réinventer. Nous proclamons que les Pyrénées veulent vivre.

## programme nucléaire d'EDF

Dans un document « Relations publiques » de juillet dernier, EDF apporte les précisions suivantes sur les réacteurs en construction et en projet.

« Les sites de Chinon et de St Laurent seront renforcés chacun de deux réacteurs PWR (tranches B1 et B2) de 925 MWe. Par contre, les puissances nominales des tranches 4 et 5 du site du Bugey sont ramenées de 925 à 905 MWe. C'est quatre tranches de 925 MWe qui doivent équiper le site de Dampierre en Burly. Même puissance annoncée pour les quatre tranches du Tricastin. Paluel et Flamanville sont annoncés comme inaugurant les nouvelles tranches de 1 300 MW.

A remarquer : 1. Le site de Port la Nouvelle n'est plus mentionné (!!!). 2. Par contre, des projets aussi contestés que ceux de Braud St Louis, Cruas (Ardèche) et Nogent (Seine) - qu'EDF appelle pudiquement Région parisienne - sont annoncés sans ambiguïté, comme devant être équipés, le premier de deux réacteurs de 925 MWe, le second de quatre tranches de 905 MWe et le dernier de deux super-réacteurs de 1 300 MWe.

Aucune mention concernant les projets (fous furieux) de nouveaux surgénérateurs (1 800 MWe ?) sur la Saône... A remarquer enfin que de tous les sites projetés en Bretagne, seul subsiste celui de Flamanville...



### sécurité suisse

Les Suisses n'achèteront pas de mines d'uranium au Texas. En effet, l'accord de principe conclu en mars entre une société américaine et un groupe helvétique n'a pas abouti. Cependant, du côté suisse, on n'a pas renoncé à acquérir des participations ailleurs pour améliorer la sécurité du pays en approvisionnement d'uranium. (« Les Dépêches de Dijon », 5 août 76).

### ralentissement ?

« En raison de la forte hausse des coûts en capital et de ceux des combustibles, il n'est pas certain que l'électricité d'origine nucléaire continue à être meilleur marché que l'électricité produite à partir des combustibles fossiles. » Ce n'est pas un tract des Amis de la Terre, mais un extrait d'un rapport du directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, publié dans « l'Observateur de l'OCDE » (Organisation pour la coopération et le développement économiques). Autre passage significatif : « une des raisons les plus importantes de la révision en baisse des prévisions en matière d'énergie nucléaire est indépendante des difficultés que

soulève la construction des centrales. Cette réduction vient de ce que la demande sera moins forte car on s'attend à un ralentissement de la croissance de la consommation d'énergie et donc de la consommation d'électricité dans des pays industrialisés ».

### bonne nouvelle !...

Si une répartition géographique judicieuse est organisée, le nombre des installations de traitement du plutonium pourrait être limité à cinq dans la Communauté au lieu d'une vingtaine : telle est la bonne nouvelle annoncée par M. Spinelli, lors du récent débat du Parlement européen sur les traitements des combustibles et matériaux irradiés. Les parlementaires européens ont souligné que les opérations de retraitement du combustible radioactif sont indispensables tant pour réduire le volume des déchets radioactifs que pour produire le plutonium nécessaire à l'alimentation des réacteurs rapides. Cependant, il faut développer des technologies aussi favorables que possible à la préservation de l'environnement.

(« Euroforum », 1<sup>er</sup> juillet 76)

# SUR LE TERRAIN

## lutte antinucléaire

**REGION PARISIENNE.** A l'initiative du Comité antinucléaire de Paris aura lieu le jeudi 9 septembre à 20 h, au centre protestant, 8, villa du Parc Montsouris, 75013 Paris, une réunion pour lancer une action contre le projet de centrale à Nogant-sur-Seine. « Il s'agit de remuer en profondeur dix millions de Parisiens. Ce n'est pas par des actions folkloriques, aussi sympathiques soient-elles, que nous y arriverons. »

**SAVOIE.** La société Minatome veut exploiter de l'uranium en Tarentaise, à proximité immédiate du Parc National de la Vanoise. Une enquête d'utilité publique vient d'avoir lieu du 12 juillet au 11 août : ceux qui en ont eu la connaissance, et qui n'étaient pas en vacances, ont pu protester contre ce projet. Une pétition a été signée par plusieurs centaines de personnes. Les trois conseillers généraux du secteur (Maurice Blanc pour Moutiers, Camille Blanc pour Bozel et Max Jannot pour Aime) mettent en question la valeur de l'enquête, car « aucune information n'a été entreprise par l'administration et la société Minatome auprès des communes, des associations et de la population en général, pour expliquer la nature des travaux possibles et leurs effets sur le milieu ». En outre, « les maires n'ont pas été avisés officiellement ». Une association de lutte est en cours de formation.

**PARIS.** « Le grand péril des centrales nucléaires », conférence-débat mardi 14 septembre à 19 h, salons Lancry, 10, rue Lancry, 75010. Avec Pierre Bressy, ex-agent EDF, gréviste de la faim contre l'électronucléaire, président de l'association Vie naturelle. Le film « Les atomes nous veulent-ils du bien ? » sera projeté. Cette manifestation, qui va circuler dans une trentaine de villes pendant le trimestre à venir, est organisée par l'APRI (Association pour la protection contre les rayonnements ionisants).

**PAYS DE LA LOIRE.** Il est question de construire dans la région une usine de séparation isotopique (projet Coredif). Une telle usine dévore moult énergie. Cela expliquerait pourquoi le pouvoir tient tellement à installer une centrale nucléaire dans une région qui dispose pourtant d'un grand port importateur de pétrole (Saint-Nazaire) et qui, actuellement, exporte de l'électricité.



**LE PELLERIN (Loire-Atlantique).** Le Pellerin, commune de 3000 habitants, située sur la rive sud de l'estuaire de la Loire, à 15 km de Nantes, 45 km de St Nazaire et 30 km de Pornic, à vocation agricole et de loisir, aura bientôt sa centrale nucléaire. Le pouvoir et EDF ont l'intention d'y implanter une centrale de type PeR comprenant quatre tranches de 1300 Me chacune. Le refroidissement se ferait par des tours de réfrigération (deux par tranche) de 170 m de haut et de 150 m de diamètre à la base.

EDF envisage dans un premier temps d'acquérir 200 ha, concernant environ 150 propriétaires, mais il est aussi question d'implanter une usine d'enrichissement de l'uranium.

Un Comité de défense de l'environnement s'est créé en novembre 75, lors de la parution de l'arrêté préfectoral autorisant EDF à pénétrer sur les propriétés afin d'y effectuer des sondages. Diverses manifestations et réunions ont eu lieu. Le maire du Pellerin et ses adjoints, lors d'une entrevue accordée au Comité de défense le 30 juin, se sont déclarés opposés au site. Le moment venu, ils seront avec la population sur le lieu des sondages pour les empêcher. Le 6 juillet, le Conseil régional des Pays de la Loire a adopté le projet à l'unanimité moins de trois abstentions. D'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, a visité inognito le site le 6 août.

Quels que soient les résultats de l'enquête d'utilité publique, qui aura vraisemblablement lieu cet automne, il semble bien que les pouvoirs publics ne sont pas décidés à en tenir compte et cela pour diverses raisons : aucun site de secours n'est prévu, des entreprises travaillent depuis près de deux ans sur des devis concernant l'infrastructure des bâtiments la décision du Conseil Régional. Une fois de plus, les populations seront écartées de la décision finale. **Comité de défense de l'environnement du Pellerin et des environs.** 28, rue A. Bertroux, 44840 Le Pellerin.

## tutti frutti

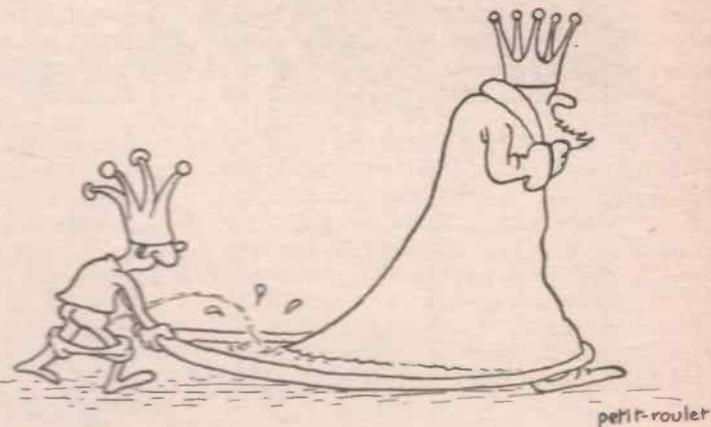
**AUXERRE.** Festival de la chanson populaire, les 3, 4 et 5 septembre, avec Jeanine Jan, Jacques Bertin, Jean Serizier, Toto Bissainthe, Roger Siffer, Joan-Pau Verdier, Les Ménestriers, Jean Moizard, dans la cour de l'Abbaye Saint-Germain. Entrée : 10 F.

**NORD.** Une action contre la chasse est envisagée en forêt de Mormale et à Maubeuge. Actuellement, quatre ou cinq personnes sont dans le coup. Il faudrait être plus. L'idéal serait de pouvoir agir lors de l'ouverture de la chasse, dimanche 12 septembre. Contacter Patrick Antonioli, 35, avenue du Floricant, Mairieux, 59600 Maubeuge.

**LORIENT.** Nature et Vie organise les 4 et 5 septembre un séminaire d'étude des techniques hygiénistes de diététique, relaxation, jéjune, respiration, exercices physiques. Les week-ends des 11, 18, 25 septembre, des séquences d'information sur l'alimentation carnée et la « conduction énergétique » (sic). Nourriture biologique assurée. La participation financière varie en fonction des séquences. Nature et Vie, 13, rue du Village, Kervénanec, 56100 Lorient.

**FONTAINE DE VAUCLUSE.** Des promoteurs parisiens se proposent de construire sur près du tiers de la commune un complexe d'explication touristique portant le nom insolite de « Vallée des dinosaures ». Tout un site qui devrait être classé depuis longtemps va ainsi être défigurée.

Le maire de Fontaine de Vaucluse est favorable à ce projet. Mais des réactions très vives se font jour. Les commerçants locaux sont contre. Des pétitions sont signées par les habitants de Vaucluse ainsi que de nombreuses localités du département et des départements voisins. Enfin, un Comité de défense du village vient d'être créé le 20 juillet dernier. Il a besoin de votre soutien : Comité de défense de Vaucluse, Rémi Michel, 84800 Fontaine de Vaucluse.



**BORDEAUX.** Le 22 septembre aura lieu le procès de quatre renvoyeurs de livrets militaires, membres du comité Larzac de Bordeaux. Dans le cadre de la préparation de ce procès, le Comité organise un autre renvoi de quarante livrets. Contact : comité Larzac-Bordeaux, 47, rue de la Devise, 33000 Bordeaux.

**LA MARGE.** Au mois de juin dernier, une ordonnance de non-lieu est rendue dans l'affaire Lanthemann contre François et Rolf Kesselring, animateurs des éditions La Marge à Yverdon en Suisse. Ils sont accusés d'atteinte au culte et à la croyance. Immédiatement, Françoise et Rolf écrivent au Juge informateur chargé de l'affaire pour lui dire leur désaccord sur la manière. Ils refusent d'admettre qu'on ose leur donner un « non-lieu » après des mois d'enquête et de tracasseries diverses. Les Kesselring déclarent adopter une position d'insoumis à l'égard d'une justice inconséquente envers elle-même. Par un arrêt du 13 août, le tribunal d'accusation rejette le recours (?) de Françoise et Rolf, et annule d'office l'ordonnance attaquée. Ce qui revient à dire qu'ils sont de nouveau accusés d'atteinte au culte et à la croyance.

Commentaire des accusés : « De qui se moque-t-on dans cette Justice ? »

La Marge, Valentin 92, 1400 Yverdon, Suisse.

**VIVE LE ROCK FRANÇAIS !** En France, une adoration sacro-sainte est vouée à la musique d'outre-Manche et d'outre-Atlantique. Pour mettre un terme à cette situation, des groupes, individus et journaux viennent de lancer un manifeste qui réclame :

- une meilleure acceptation des musiciens travaillant en France.
- l'obligation de programmer une première partie française pour chaque concert ou tournée de têtes d'affiches anglo-saxonnes.
- la fin des conditions scandaleuses et intolérables dans lesquelles sont organisés certains spectacles à grande échelle : cadre lamentable (béton et ferraille), mépris des musiciens comme du public, violences des nervis du service d'ordre, chiens, acoustique inacceptable...
- la garantie assurée dans les contrats par les maisons de disques d'une promotion minimale décente des musiciens.
- la nullité des contrats d'exclusivité en ce qui concerne tant le management que la représentation des artistes étrangers, afin de permettre leur programmation directe par les petites associations.
- l'abaissement du taux de TVA de « luxe » (33 w) sur tout ce qui concerne la musique.
- la reconnaissance de la musique de rock comme « contemporaine » par les instances culturelles, avec (pourquoi pas ?) des subventions des organismes publics comme l'Office national de diffusion artistique.

Ce manifeste a déjà été signé par le Catalogue des Ressources, la librairie Parallèles, l'équipe de l'APRE-Hebdo, les groupes Archexenon, Asphalt Jungle, Cri-Om, Lard Free, Papa Speed. Coordination du manifeste, c/o ETA-association, BP 404, 75001 Paris.

## Un nouveau ministère : la démographie

L'ancien ministre de l'intérieur, Ponis, pratiquait bêtement la lutte anti-subversive à coups de poing. Le nouveau, Towski, a eu le temps de relire Hitler : on va éliminer la race des hommes libres en les empêchant de se reproduire. Après Victor Barreto, j'ai l'honneur d'être le second exemple.

Je m'appelle Paul Soule, 30 ans, citoyen d'Aubervilliers. Je suis connu dans le coin pour avoir cogné quelques flics racistes en mai 68. En mai 76, je suis toujours aussi subversif : un samedi soir, j'ai commis le crime, conduisant une 2 CV, de chevaucher une ligne jaune. Rejoint et assiégé dans ma 2 CV par les forces de l'ordre. Qui trouvent trop compliqué d'ouvrir les portières : ils cassent le pare-brise à coups de crosse, m'estourbissent et me sortent de la bagnole à travers le pare-brise cassé. Me jettent par terre et cognent à coups de botte. Un coup bien placé fait éclater ma testicule gauche. Car de police. Salle Cusco à l'Hotel-Dieu. La Santé. Hôpital des prisons à Fresnes. Quand j'ai trop mal et gueule un peu, on m'attache sur mon lit pour des périodes de deux à neuf jours.



On attend que je sois condamné - deux mois après mon crime de la ligne jaune - pour m'opérer. Au tribunal, je ne prends « que » six mois ferme. Grâce au président, qui fait remarquer au procureur que, malgré mon patronyme, je n'avais pas d'alcool dans le sang.

Après l'opération, je me réveille avec une testicule de moins. Trois semaines plus tard, on me fout à la porte de Fresnes en me disant que j'ai le cancer et on m'envoie me faire opérer à Cochin, là où de Gaulle s'était fait arranger les couilles. Tout comme le grand ancêtre, je ne pourrai pas dépasser le score de deux chiards, que j'ai réalisé jusqu'ici.

Il semblerait donc que nos deux ministres de l'intérieur soient des adversaires de la pollution démographique. Ce n'est qu'une apparence. Ils sont d'accord avec Michel Debré sur l'objectif des 100 millions de Français. Mais ils comptent sur le super-technocrate Raymond Barre pour que ça ne soit pas n'importe quels Français. On organisera scientifiquement la sélection pour avoir 100 millions de Français giscardiens.

Paul Soule

**SOLVAY** en Franche-Comté. Par décret du 21 mai 1976, le ministre de l'Industrie et de la Recherche a déclaré d'intérêt général les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation de transport de saumure et de ses ouvrages annexes par la Société Solvay, entre les installations de la Compagnie des Mines de Sel de Poligny et l'usine de Tavaux.

Conformément aux dispositions de la loi du 29 juin 1965 et du décret du 18 octobre 1965 sur le transport des produits chimiques par canalisations, une enquête d'utilité publique sur le projet aura lieu du 1<sup>er</sup> septembre 1976 au 15 septembre 1976 inclus, en vue de l'approbation par arrêté ministériel des caractéristiques techniques de l'ouvrage pour la section « Carrefour de l'As de Pique-Bretenières ».

Un dossier comprenant notamment une notice technique et des plans du tracé ainsi que le registre destiné à recevoir les observations du public resteront déposés pendant cette période à la sous-préfecture de Dôle, ainsi qu'à la mairie des communes de Rahon, Nevy-les-Dôle, Villers-Robert, Le Deschaux, Tassenières, Bretenières.

Une enquête parcellaire aura également lieu sur le même projet du 8 au 15 septembre 1976, en vue de l'établissement des servitudes et l'approbation du tracé de détail.

La G.O. publiera prochainement un dossier sur Solvay, multinationale de l'industrie chimique.

**BARRETO** (suite). Le Comité de défense de Barreto (voir G.O. n° 117, 119, 120) communique deux informations importantes :

1) Barreto a formellement reconnu l'un des inspecteurs qui l'ont torturé. Il est très vraisemblable que sa signature figure au bas du procès-verbal d'interrogatoire. Il sera donc possible de retrouver son nom.

2) La famille Barreto a pu constater l'état physique de Victor peu de temps après la torture. Les membres de la famille pourront apporter leur témoignage.

**Comité de défense de Barreto, 48, rue de Vaugirard, 75006 Paris.**

## contre - presse

**LE PRESIDENT FORD** décide la vaccination obligatoire des Américains contre la grippe. L'Allemagne fédérale supprime la vaccination anti-coqueluche car elle est dangereuse. Toute l'actualité vaccinale se trouve dans « **Santé, liberté et vaccinations** », revue de la Ligue pour la liberté des vaccinations (N° 50, juillet-août-septembre 76). L'exemplaire : 10 F. 4, rue Saulnier, 75009 Paris. Tél. 824.43.60.

« **COMBAT NATURE** » « Il faut arrêter le remembrement destructeur de l'espace rural ». C'est la couverture du numéro d'août de « **Combat Nature** », revue trimestrielle des associations écologiques et de défense de l'environnement. Au sommaire : David contre Goliath, ou le combat écologique en Alsace, par Solange Fernès, « militante infatigable » ; énergie nucléaire et choix de société ; destruction des plages en Médoc et Côte d'Azur ; les maisons paysannes de l'Ardèche ; et une utile rubrique juridique rédigée par Henri Fabre-Luce. Le numéro : 10 F. Abonnement simple : 60 F. « **Combat Nature** », BP 80, 24033 Périgueux Cédex.

**VAUMEILH.** Toutes les dernières nouvelles les plus fraîches sur le projet d'aéroport à Vaumeilh dans les Alpes de Haute-Provence dans le bulletin (juillet 76, 1 F) du GAER (Groupe d'action et d'étude régional des Alpes de Haute-Provence). Au sommaire aussi : un dossier sur la liaison autoroutière Fos-Turin et des informations sur les luttes en cours dans les Alpes. GAER, BP 0, 04600 Saint-Auban.

## AIX LES BAINS : ATOME, FLEURS ET BARBOUZES

**Aix-les-bains.** Ville touristique. Ville de cure. Ses thermes antiques, son lac (pollué, mais bof ! ça n'a pas encore rongé les coques des voliers, alors...), son calme, ses parterres fleuris. Justement. Dimanche 22 août, Fête des fleurs. Une manifestation avait été décidée à cette occasion pour informer les populations locales des dangers et autres joyusetés que leur prépare le surrégénérateur de Malville. Mode d'action choisi : l'humour, la bonne humeur, les déguisements, les panneaux explicatifs. Pas une action de masse. L'information, pas la démonstration.

Dès le départ, « on » vient nous prévenir que des bandes organisées sont décidées à nous empêcher de défiler. « Mais, M. le commissaire, qu'est-ce que c'est que cette ville où l'on n'est pas en sécurité ? La police, où elle est la police ? » La police, vous-z-y voyez bien qu'elle est là. Mais justement, elle ne peut pas être là, à vous avertir des dangers que vous courez, et ailleurs, à vous en protéger !

On discute. On tergiverse. Le commissaire s'en va, le commissaire revient. Bon, d'accord, si vous manifestez par petits groupes, dans le calme, si vous marchez bien sur les trottoirs, si vous traversez bien dans les clous, si vous ne gênez pas la circulation, il n'y aura pas d'incidents.

C'est parti. Pendant plus d'une heure, les groupes se promènent dans la ville. Les gens sourient aux déguisements. Ils lisent avec intérêt les panneaux. Ils nous encouragent. Ils nous abordent pour nous demander les adresses des comités anti-nucléaires régionaux. Et, effectivement, la police n'intervient pas.

Mais, alors que les cortèges vont se regrouper vers la place des Thermes pour en mettre un à leur action, le maire d'Aix, M. Grogjean, surgit à la tête d'un commando musclé, membres du SAC et autres polices parallèles. Les passants assistent alors au spectacle du maire, en personne, malmenant un des contestataires. Les pancartes sont arrachées. Un peu plus loin, ses « barbouzes » attaquent un autre groupe, arrachent les déguisements, s'acharnent à plusieurs sur les manifestants.

Les témoins, les badauds, ça ne leur plaît pas beaucoup qu'on frappe ainsi des gens qui marchent paisiblement dans la rue. Ce genre de spectacle, c'était pas marqué dans les prospectus publicitaires. Les consommateurs aux terrasses, ça leur fait avaler le café de travers. Ils protestent, se regroupent spontanément, prennent la défense des agressés. Les « gros bras » doivent le baisser. Comme ils démentent avoir jamais cogné sur personne (!), une dame courageuse leur demande alors d'où vient le coup de poing qu'elle a reçu en passant. M. le maire, qui a de là propos, affirme n'avoir eu peur qu'une fois dans sa vie : devant les SS en 44. Quelqu'un lui rétorque : « Eh bien nous, c'est des gens comme vous qu'on a peur ! » La milice municipale est finalement parvenue au résultat contraire de ce qu'elle espérait par son intervention. Les gens discutent, s'informent.

Anecdote piquante : le secrétaire du Front National local, qui croit bon d'afficher tout haut ses convictions démocratiques, se fait démolir proprement par ses petits copains du SAC, qui n'ont pas dû bien comprendre pourquoi il gueulait, celui-là ! On vit une époque formidable, comme dirait Reiser !

**JUSTICE MILITAIRE.** Le collectif anti-TP-FA de Lorraine publie un rapport statistique sur le fonctionnement du Tribunal permanent des forces armées de Metz. Prix : 4 F plus frais de port. 32 F les dix, frais de port compris. 54, rue de la Hache, 54000 Nancy.

« **LA CALOTTE** », « journal de la prévention humaine, contre les tyrannies », publie son numéro 227, daté de messidor et thermidor 184, autrement dit juillet-août 1976. En exergue, une belle phrase de Jaurès : « Ce que le socialisme combat surtout dans le christianisme dogmatique et le spiritualisme officiel, c'est la force donnée par eux aux partis rétrogrades et conservateurs. » « **La Calotte** » ne parle pas seulement des méfaits et tartufferies de la Sainte Eglise catholique apostolique et romaine, mais aussi d'énergie solaire, du rapport de la CIA sur la sécheresse, etc. Abonnement : 20 F par an. « **La Calotte** », résidence de la Libre Pensée, Saint-Georges des Sept voies, 49350 Gennes.

« **La Gueule Ouverte** »  
fondateur : Pierre Fournier  
directrice de la publication : Isabelle Cabut  
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel  
relations extérieures : Martine Joly  
administration : « **les éditions PATATRAS** »  
société de presse au capital de 2100 F  
8, rue de Condé, 75006 Paris.  
(tél. : 033.47.02)  
dépot légal : 3<sup>e</sup> trimestre 1976  
imprimerie : « **Les Marchés de France** »  
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris  
composition et photogravure : Graphiti  
distribution N.M.P.P.

abonnements : un an : 180 F ;  
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F  
par chèque bancaire,  
chèque postal ou mandat  
adressé aux éditions Patatras,  
8 rue de Condé, 75006 Paris.

**MALVILLE**, les Indiens, les pyramides, les baleines, les loisirs : tous des thèmes et bien d'autres sont au sommaire du N° 23 (août 76) du « **Courrier de la Baleine** », mensuel édité par les Amis de la Terre. Le numéro : 4 F. Abonnement : 40 F. par an, 30 F. pour les membres des Amis de la Terre. 16, rue de l'Université, 75007 Paris.

## petites annonces

**CHERCHONS** lecteur G.O. comprenant parfaitement l'allemand pour dépouiller une revue germanique et faire des échos à partir des articles les plus intéressants. S'adresser à votre hebdomadaire favori.

**ECHANGE** vélo-solex ayant à peine fini son rodage contre vélo hollandais classique. Jean-Paul : 933-47-32 le soir.

**AGROBIOLOGISTE** propose des melons, des cornichons, du chasselas et la possibilité de camping école-fermier (bois, rivière, étang, notions d'élevage). S'adresser à Francis Debarre, Saint-Hilaire, 82390 Durfort-Lacapelette.

**OBJECTEUR DE CONSCIENCE** cherche en Alsace une association l'employant pour sa deuxième année de service civil (du 1<sup>er</sup> décembre 76 au 30 novembre 77). Motivations premières : protection de la nature, mouvements chrétiens, animation de jeunes. Patrice Le Conte, 68600 Andolsheim.

**DETENU** à la prison centrale de Mulhouse cherche correspondants (dantes) faisant partie d'une communauté non chrétienne. Bernard Bertholio, Maison centrale de Mulhouse, BP 3129.

**FAMILLE** : Alain, Anita et Ioana (cinq mois) cherchent compagnons pour vie communautaire : jardin biologique, artisanat, petit élevage, vie simple, le tout à définir ensemble. Un couple avec expérience de vie rurale serait le bienvenu. Disposons d'une ferme dans les Deux-Sèvres. Langer, Cour du Centre, 91530 Saint-Chéron.



**RENSEIGNEMENTS :**

Secrétariat de la coordination anti-Malville. Chez J. Vincenzini, Paleyrieu 38510 MORESTEL

**COUPLE** avec quatre enfants voudrait s'installer en communauté rurale dans le midi. Pour le moment autonomes (caravane) nous aimerions faire un bout d'essai avant de nous lancer. Martinez, 38, rue Condorcet, 62000 Arras.

**POUR VOS ANNONCES**, lecteurs de la G.O. faites un gros effort : tapez à la machine. Ça nous évitera un travail de décryptage et mise en code, et l'énergie ainsi épargnée sera réinvestie dans la qualité de votre journal. Et puis, vous serez sûrs de voir passer votre annonce...

**RECHERCHE** jeunes hommes et jeunes femmes sincères. Si vous êtes sérieusement sensibilisés par votre environnement, par les abus des ressources naturelles et par la pollution ; si vous vous sentez déçus par le monde et par la société dans laquelle vous vivez ; si vous êtes désireux de donner à vos énergies une direction plus valable et en conséquence développer une compréhension plus profonde et une concordance plus précise avec les rythmes de la nature ; si vous voulez participer activement aux changements qui s'effectueront en tant que membre d'une communauté dévouée à ce but, écrivez au Dr. L. S. Anders, c/o Stacke, 20, rue de la Gare, 60580 Coye-la-Forêt.

**COSMONAUTES DU SUBCONSCIENT**

**Le Hyde Park à Paris, c'est reparti !**  
Le dimanche après-midi dans les jardins du Luxembourg à côté du kiosque à musique, venez vous exprimer ! Venez témoigner !...  
Avec Aguigui Mouna, devenez des cosmonautes du subconscient !

# ENERGIE SOLAIRE

À CEUX QUI REPROCHENT AUX MAISONS SOLAIRES D'ÊTRE MOCHES PAR LEUR CAPTEURS. EXEMPLE DE MAISON SOLAIRE SANS LA MOINDRE TRACE DE CAPTEURS.



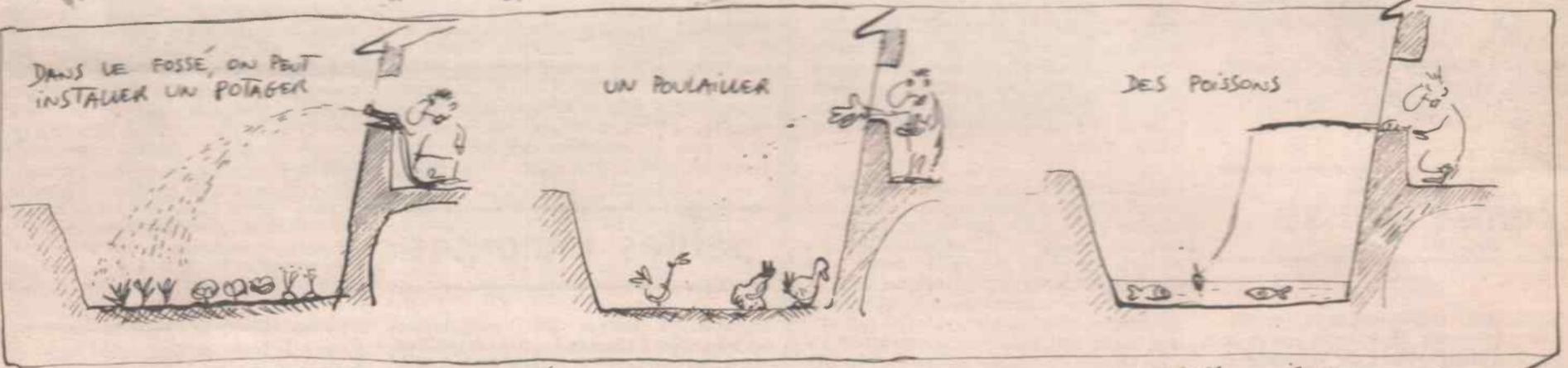
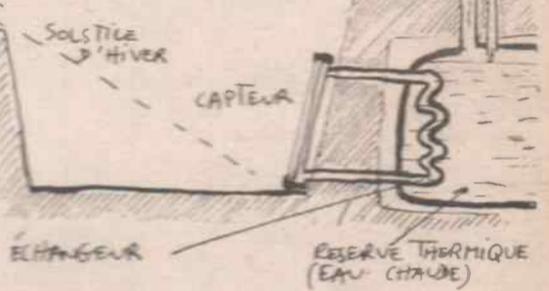
DOIVENT BIEN ÊTRE PLANQUÉS QUELQUE PART

ON A CREUSÉ TOUT AUTOUR UN FOSSE LES CAPTEURS SONT PLACÉS EN CONTREBAS, INVISIBLES DE LOIN.



AH LES GROS MAINS!

RADIATEUR À CONDENSATION ALIMENTÉ PAR LA VAPEUR DU RÉSERVOIR D'EAU CHAUDE.



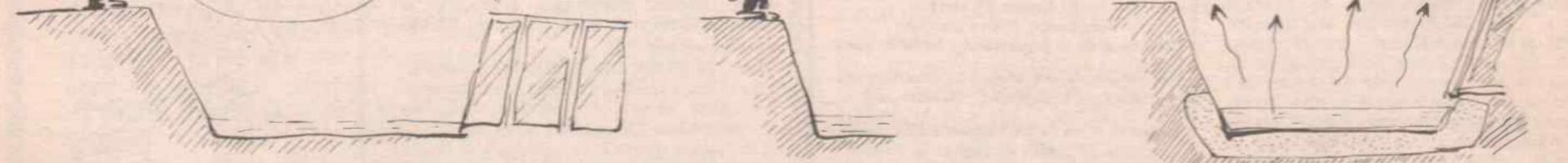
AH OUI, MAIS, HÉ, HÉ

L'EAU, ÇA APORTE DE L'HUMIDITÉ

PAS SI LA MAISON EST BIEN CHAUFFÉE ET ISOLÉE

EN TOUT CAS, ÇA AMÈNERA DES MOUSTIQUES

ALORS, ON ISOLE LE FOND, ON COLLE UN PLASTIQUE RÉFLECTISSANT ET TOUT LE FOSSE RAYONNERA VERS L'ESPACE. L'EAU RESTERA TRÈS FROIDE, EMPECHANT LE DÉVELOPPEMENT DES LARVES.



HMM

NON, FINALEMENT, JE PRÉFÈRE L'EAU TIÈDE

DANS L'EAU TIÈDE, ON PEUT ÉLEVER DES CROCODILES

UN FOSSE REMPLI D'EAU ET PLEIN DE CROCODILES, RIEN DE TEL POUR ÉLOIGNER LES INTRUS



DERNIER PARU CHEZ EYROLLES : UTILISATIONS ET PROMESSES DE L'ÉNERGIE SOLAIRE de J.R. VAILLANT UN BEAU BOUQUIN SÉRIeux ET BIEN FAIT MAIS CHER... 154 F BIBLIOTHÈQUE TRÈS COMPLÈTE À LA FIN DU LIVRE.

REISER